

Rouge

Après la grève
des cheminots

p 10

M 1578 N° 1178 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 3 au 9 Octobre 85

Pas touche à Greenpeace



**LACHEZ
LA
BOMBE !**

Dossier

**Gorbatchev,
un nouveau look, et après ?**

p. 8 et 9

20H

MEETING

jeudi 17 octobre

Salle de la Mutualité

M^o Maubert-Mutualité
avec Alain Krivine



Contre la droite
et l'austérité !
Rassembler une force
à gauche de la gauche !
OBJECTIF 86

Dans une conférence de presse, le 30 septembre, notre camarade Alain Krivine a renouvelé les propositions de la LCR. L'affaire Greenpeace, le naufrage de la gauche au pouvoir dans les eaux marécageuses du terrorisme d'Etat montrent avec quelle urgence il faut s'atteler à la construction d'une force unitaire anticapitaliste. Notre meeting de rentrée, le 17 octobre sera tout à la fois l'occasion de faire le point sur notre démarche et de procéder à une première confrontation publique avec les courants politiques nationaux qui se situent à la gauche de la gauche. D'ores et déjà, le PSU, Lutte ouvrière, le PAC (ex-PCML) ont répondu positivement à notre invitation de venir s'exprimer sur les propositions que nous formulons. Ce meeting sera, en outre, placé sous le signe de l'antiracisme et de l'internationalisme. Vingt-quatre ans, jour pour jour, après les massacres de 1961, à Paris, au moment où Le Pen et son Front national multiplient les provocations contre nos frères immigrés. Ce sera l'occasion de préparer ensemble la grande marche antiraciste de la fin de l'année. Et, après la victoire que vient de remporter le mouvement indépendantiste aux élections régionales de Nouvelle-Calédonie, nous donnerons la parole à un représentant du FLNKS.

Souscription législatives 86

2,5 millions de francs



Le FLNKS a révélé la façon dont le RPCR a financé une partie de sa campagne. Anecdote sans doute, la soixantaine de petits chèques (3 000 F CFA) que l'ex-ministre territorial des Finances, P. Frogier, a distribué dans la commune du Mont-Dore à l'ordre d'une importante chaîne de distribution dont est actionnaire le maire de Nouméa, Roger Laroque. Mais le Monde du 28 septembre révèle un système beaucoup plus juteux. Première étape : on crée trois associations « taxis ». Deuxième étape : le gouvernement local subventionne ces associations. Dernière étape : le fric passe au RPCR. C'est simple, c'est facile et ça rapporte gros ! Fallait y penser. Fallait surtout contrôler le gouvernement territorial (et colonial) de la Nouvelle-Calédonie. La présidente de la première association est Mme Publia, ex-secrétaire de Frogier dans le gouvernement Ukeiwé, et membre du RPCR. Le trésorier est M. Prost, directeur de RCB, radio du RPCR. Cette association aurait touché 357 500 francs, sur décision du ministre des Finances local. La deuxième a pour présidente Mme Devars, ex-secrétaire du ministre de l'agriculture, Kauma. Elle aurait touché 6,5 millions de francs. La troisième a pour président M. Guillemard, ex-chef du protocole du gouvernement territorial, responsable des services de sécurité, assisté de M. Vittori,

conseiller municipal de Nouméa, beau-frère du directeur financier du groupe Lafleur. Elle aurait touché sept millions. Le siège de ces associations est dans le même immeuble que celui du RPCR, et loué à une agence immobilière dont le propriétaire est... Frogier, déjà nommé. A cela, il faut ajouter les dix voitures de fonction du gouvernement, les logements de fonction, la quarantaine de contractuels embauchés jusqu'au 29 novembre au service du RPCR. Plus les petits cadeaux en nature pour les électeurs indigents comme ces morceaux de quatre-vingt cerfs provenant du domaine de Ouaco du président du RPCR. Au total donc, presque 14 millions, plus les à côtés... Nous, on n'a pas d'associations « taxis » pour « blanchir » le fric des contribuables. Notre argent, il vient de nous, de nos militants, et de vous, lecteurs, sympathisants, travailleurs qui en avez marre de l'austérité de gauche, de la droite et de l'extrême droite. 14 millions pour le RPCR, 2,5 millions pour la campagne de la LCR : voilà qui ramène les choses à leurs justes proportions. 2,5 millions, c'est beaucoup d'efforts, mais c'est peu pour mener de front une campagne législative et régionale. Alors, verse. Le mois prochain aussi, et ainsi jusqu'aux élections.

Paris	
Impôts 13 ^e : Jean-Pierre, Laurent, Michel	634
HLM	50
EDF	50
Halle aux vins	150
Mariategui	300
Equipement Passy	110
Société générale	100
Assurances, Alain, Gaëtan, Philippe, Margareth, Patrick, Denis	590
Presse	300
Compagnie bancaire	76
BNP	700
SNCF, Gare du Nord	400
PTT, centre du 10 ^e	20
Impôt Est	680
Télécom Vaugirard	460
Impôt Sud	132
Blanqui	170
Impôt est	260
BNP	200
Enseignants RP	600
HC « Pour l'unité des révolutionnaires »	1 000
Châlons-sur-Marne Daniel et Marie-Claire	200
Liancourt « Pour le front unique ouvrier »	50
Grenoble	
« 007 pour l'alternative »	500
Georges	100
« Le renégat de Chatel »	100
Total de semaine	7 932,00
Total précédent	107 550,50
Nouveau total	115 482,50

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Mitterrand et Jeannou Lacaze

1986: nouvelle donne

GREENPEACE
Un Watergate socialiste ?

Le séisme Greenpeace n'a pas fini de faire sentir ses effets, même si, de toutes parts, on s'efforce de « verrouiller » la vérité. Il introduit, en particulier, de nouvelles coordonnées dans la conjoncture pré-électorale actuelle, alimentant dans les allées du pouvoir un climat de fin de règne.

Jusqu'où ira la crise politique ouverte par les derniers rebondissements de l'affaire Greenpeace ? Bien malin qui pourrait le dire. Progressivement, une situation trouble est devenue explosive et totalement imprévisible. Et il n'est pas un seul état-major politique qui n'intègre cette donnée dans ses calculs, en prévision de l'échéance de mars 1986.

Il n'est pourtant pas sûr que la vérité sur les dessous du sabotage du *Rainbow Warrior* surgira des futurs développements. Car quatre verrous sont désormais posés. Premier verrou, celui du pouvoir politique. En sacrifiant Charles Hernu et l'amiral Lacoste, il a pour principal objectif de préserver les sommets de l'Etat, à commencer par le président de la République et le secrétaire général de l'Elysée, Jean-Louis Bianco, dont le rôle est loin d'être éclairci (voir *Rouge* du 26 septembre). Deuxième verrou, celui de la hiérarchie militaire. Celle-ci entend à tout prix préserver l'état-major — et notamment les généraux Saulnier et Lacaze — et la dissuasion nucléaire. Pour cela, elle appuie la tactique du gouvernement tout en le menaçant cependant de ses foudres, s'ils acceptaient de mettre en cause d'autres officiers supérieurs. Troisième verrou, celui du nouveau patron de la DGSE. En faisant inculper quelques boucs émissaires accusés d'avoir divulgué des secrets militaires à la presse et en laissant mettre en lieu sûr des documents décisifs sur l'opération (voir page 4), le légionnaire Imbot reprend en main les services secrets. Et il brandit sur le gouvernement l'épée de Damoclès de nouvelles révélations compromettantes pour certains de ses membres si de nouveaux secteurs de la DGSE étaient impliqués. Dernier verrou, celui de la droite. Si les battus de 1981 entendent tirer les bénéfices électoraux du naufrage de la gauche socialiste, ils se gardent bien de scier la branche sur laquelle ils se préparent à s'asseoir et de mettre en cause les racines du terrorisme d'Etat : le lobby militaire, sa force

de frappe et les institutions de la V^e République.

Si, de la droite à la gauche, tout le monde se tient pour dissimuler la vérité, il n'en demeure pas moins que cette sordide affaire introduit de nouvelles données dans la conjoncture pré-électorale actuelle. Il n'est pas inutile de les passer en revue.

1. La spirale de l'affaiblissement

Quels que soient les prochains soubresauts de ce scandale, une chose paraît désormais acquise : le gouvernement en sortira profondément affaibli. Et il n'aura aucun moyen de refaire son handicap. En sombrant dans le terrorisme d'Etat, il a perdu toute possibilité de faire valoir la « rigueur morale » de sa gestion à l'électorat de gauche. C'était pourtant l'une de ses dernières cartes, tant il est vrai que sa politique économique et sociale ne le distingue plus guère des fractions « modérées » de l'opposition. Les sondages sont de ce point de vue éloquent quand ils montrent qu'une très large majorité de personnes interrogées considèrent que le pouvoir ment.

Telle est la conséquence de la contradiction insurmontable dans laquelle se débattent les socialistes. D'un côté, ils ne peuvent reconnaître publiquement leurs responsabilités dans le coup tordu des services secrets, sous peine de voir s'éloigner d'eux leur base la plus militante. Mais de l'autre, ils ne peuvent faire porter le chapeau à la hiérarchie militaire, ce qui ruinerait quatre ans d'efforts pour se concilier cette dernière. Roland Dumas traduit parfaitement cette contradiction en indiquant qu'il faut « cadrer » la vérité. Les gouvernants ne peuvent donc continuer à s'enfoncer dans le mensonge d'Etat, alimentant du même coup les mécanismes qui ont abouti à la crise politique présente.

Aussi, il n'est plus aucun des rouages du pouvoir qui soit à l'abri de ce formidable piège à retardement. Fabius et Mitterrand peuvent bien prétendre avoir été à l'écart de toute l'opération, ils ne peuvent échapper au discrédit moral qui pèse sur leur comportement. Et dès lors qu'au niveau gouvernemental, le « fusible » Hernu a été sacrifié à la raison d'Etat, tout nouveau développement les atteindra directement. Sans qu'il leur soit possible de parer le coup par une manœuvre politicienne, telle qu'un référendum.

2. Prémisses d'une crise institutionnelle

L'ébranlement des deux têtes de l'exécutif socialiste a pour implication de ruiner le projet de cohabitation, après mars 1986, entre le chef de l'Etat et une majorité parlementaire de droite. Pour Mitterrand, cette perspective se fondait sur la recherche d'un consensus autour de la fonction présidentielle, qu'il s'efforçait d'incarner. Son autorité désormais chancelante, le consensus a toutes chances de ne jamais voir le jour.

Cela peut fort bien déboucher sur une situation d'instabilité. La V^e République repose en effet sur la prééminence du président de la République, son autorité incontestée sur les principaux maillons de l'appareil d'Etat, l'adéquation de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire. Ces trois conditions sont en passe de ne plus être réunies. Si la gauche est battue en mars prochain, le chef de l'Etat pourra difficilement échapper aux contrecoups d'une défaite, amenuisant encore son crédit politique.

Or, les événements de l'été ont provoqué un début d'autonomisation des chefs militaires à l'égard des autorités civiles. Considérant que les heures des gouvernants sont comptées, l'armée ne se gêne pas pour faire savoir qu'elle n'est nullement prête à supporter leurs critiques ou leurs sanctions. Le refus de l'ancien directeur des services secrets d'obtempérer aux demandes de son ministre ou l'insubordination larvée de la DGSE en sont autant d'exemples.

Ce processus ne peut que s'approfondir d'ici mars 1986. Ce qui multipliera, à coup sûr, les facteurs de paralysie institutionnels à l'issue de ce scrutin, rendant extrêmement précaire la position de Mitterrand.

Ces nouvelles coordonnées politiques ont infléchi les termes du débat entre les différentes composantes de la droite. Leurs divergences apparaissent à présent sur la façon d'utiliser l'affaiblissement du régime.

3. Nouvelle configuration du débat à droite

Barre, désormais rejoint par une fraction notable de l'UDF, veut en profiter pour accélérer les échéances et provoquer une présidentielle anticipée. Ce faisant, il cherche à barrer la route de l'Elysée au RPR qui a toutes chances de devenir le groupe le plus puissant à l'Assemblée, en mars 1986. Il centre donc ses attaques contre le chef de l'Etat.

A l'inverse, Chirac priorise les législatives. Doutant de ses chances dans une compétition immédiate avec Barre, il cherche à faire du renouvellement de l'Assemblée un tremplin pour son accession à la magistrature suprême. Ce qui explique que les dirigeants gaullistes épargnent Mitterrand et concentrent leurs critiques sur Fabius.

Reste qu'en dépit de leurs désaccords sur les rythmes et le calendrier électoral, les appareils de la réaction s'accordent sur l'essentiel : profiter du discrédit de la gauche gouvernante pour conforter leur avance et limiter au maximum les marges de manœuvre de l'hôte de l'Elysée dans la prochaine période. Dès lors, celui-ci ne peut guère espérer peser sur les rivalités internes à la droite. Face à des conditions aussi dégradées, un climat de fin de règne se répand dans les allées du pouvoir. Pour tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans cette gauche-là, rien ne serait plus dramatique que de rester prisonnier de sa décomposition. Il faut, de toute urgence, faire vivre une autre perspective. Lors du prochain scrutin, en faisant émerger, partout où ce sera possible, une force unitaire anticapitaliste, une force qui sauve l'honneur à gauche et qui s'oppose au retour de la droite. Et dès à présent, en affirmant que nous ne sommes pas comptables des compromissions des vainqueurs du 10 mai avec le lobby militaire. C'est-à-dire en manifestant notre refus d'une force de frappe pour laquelle ils ont tué.

Christian Picquet

GREENPEACE
Un Watergate socialiste ?

Qui gouverne ?

L'intervention télévisée du nouveau patron de la DGSE, les dernières manœuvres du lobby militaire sont riches d'enseignements. Ils font apparaître au grand jour le poids colossal des « pouvoirs de fait » retranchés au cœur de l'Etat fort instauré par de Gaulle en 1958.

Frissons. Quand le 27 septembre, sur les écrans de télévision, apparut le nouveau chef de la DGSE, le général Imbot, en uniforme et barrette de décorations sur trois rangs, qui ne songea à d'autres images célèbres, venues du Chili ou de Pologne ? D'autant qu'utilisant le langage martial qu'il affectionne, ce légionnaire parla de « dés-stabilisation », de « branches pourries » qu'il entendait couper et de « verrouillage ».

S'adressant tout à la fois à la presse, aux services secrets et au pouvoir politique, Imbot s'exprimait incontestablement en chef de la DGSE — dont il se veut le « rempart » — et en porte-parole de l'état-major. Son message est

clair : l'armée estime désormais qu'elle n'a plus de comptes à rendre sur l'affaire Greenpeace et que le limogeage de Hernu et de l'amiral Lacoste est la seule sanction qu'elle est disposée à admettre.

Qu'importe à cet égard, que Quilès ou Mitterrand aient donné leur feu vert à cette prestation télévisée. L'intervention spectaculaire de notre général révèle l'un des principaux centres du pouvoir sous la V^e République. Affaiblis par le dernier scandale, les gouvernants rêgent en principe sur les armées, ils ne les dirigent pas réellement. Le lobby militaire apparaît, à l'inverse, tout puissant. Venant après les

refus d'obéissance de l'amiral Lacoste, deux récents exemples le montrent.

Que la DGSE décide de mettre en lieu sûr — en l'occurrence le fort de Noisy-le-Sec — les documents clés du sabotage du *Rainbow Warrior*, afin de disposer d'un formidable moyen de pression sur le gouvernement, et nul ne peut s'y opposer. Que la même officine décide de poursuivre les prétendus auteurs des « fuites » en direction de la presse, et la justice n'a plus qu'à les inculper. On atteint ici le sommet du scandale. Les auteurs d'un acte terroriste, qualifié de « criminel et absurde » par le chef de l'Etat lui-même, coulent des jours paisibles. Mais ceux qui sont accusés de l'avoir dénoncé se retrouvent aux « arêts en isolement ».

Rien de bien étonnant dans ces événements. Fidèles à leur tradition, les dirigeants socialistes s'empressent de faire droit aux exigences des galonnés. La seule nouveauté, c'est qu'ils montrent à quel point ils sont soumis à l'appareil d'Etat qu'ils prétendent contrôler. Formidable leçon de choses ! Les institutions de la V^e République apparaissent, à présent, dans toute leur réalité.

Fondées par un coup de force, celles de De Gaulle en 1958, elles ont consacré le pouvoir absolu d'un vaste corps occulte de hauts fonctionnaires, technocrates, policiers et militaires. Garant du pouvoir de la bourgeoisie financière et des trusts, auquel mille liens le relient, placé sous la houlette d'un président aux attributions exorbitantes, ce corps échappe à tout contrôle du législateur ou des autorités judiciaires.

Il y a vingt ans, l'actuel hôte de l'Elysée avait justement dénoncé nombre de ces mécanismes, mettant en lumière leur logique de « coup d'Etat permanent » (voir ci-contre). Hélas, sa lucidité d'hier n'a guère éclairé sa pratique d'aujourd'hui. Il a utilisé la fonction présidentielle pour prendre ses distances avec ceux qui avaient permis sa victoire. Aux postes clés de l'appareil étatique, les mêmes hommes sont demeurés en fonction. Même pour diriger les nouvelles entreprises nationalisées, on fit appel à ces technocrates dont Mitterrand disait jadis qu'ils étaient « *corrompus* » par les monopoles.

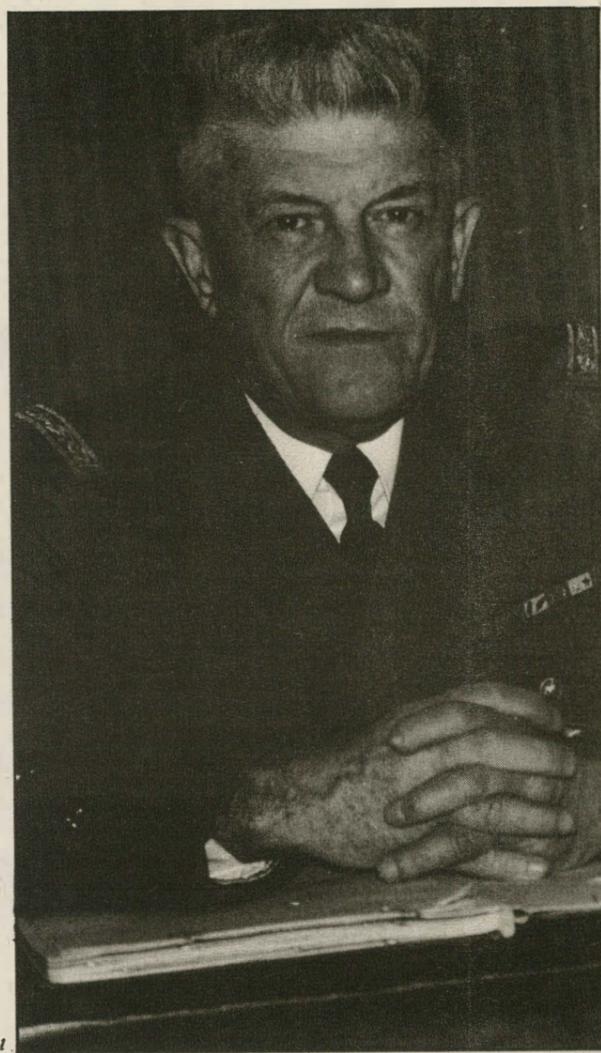
On en voit à présent les résultats. La logique de la République gaullienne n'a jamais cessé de s'appliquer. Dès lors que les vainqueurs du 10 mai s'y sont soumis, elle a paru les servir. Maintenant qu'ils se retrouvent sur la défensive, les institutions se retournent contre eux. Le lobby militaire affirme son autonomie et sa force. Parallèlement, les dirigeants du secteur public préparent ouvertement « l'alternance »,

comme le décrivait *le Monde* du 16 juillet : « Dans les entreprises nationalisées, les gages sont déjà pris avec "les autres". Tel dirigeant de banque d'Etat n'hésite pas maintenant à dire qu'il a été "malheureusement nationalisé". »

Oui, décidément, il est absurde de vouloir composer avec ces institutions, forgées au service exclusif du grand patronat. On ne saurait gouverner pour les travailleurs sans démanteler la V^e République, c'est-à-dire sans abroger sa Constitution antidémocratique et sans chasser ses hommes-liges. Voilà l'un des principaux renseignements des cinq dernières années.

Christian Picquet

Le général Imbot



A la botte

Les rapports du pouvoir et de l'armée depuis 1981 sont tout à fait illustratifs de la façon dont les socialistes s'aplatissent devant l'appareil d'Etat.

Il a suffi qu'un général vienne crever les écrans de télévision et annoncer qu'il avait découvert « une véritable opération de destabilisation maligne » pour qu'à nouveau ceux qui nous gouvernent apparaissent comme de pauvres victimes, des gens pleins de bonnes intentions mais manipulés par les pouvoirs d'Etat.

Dès le lendemain de l'intervention du nouveau patron de la DGSE, le général Imbot, Jean Poperen, l'un des leaders du PS, renchérissait sur ce thème : « Je crains que la remarque d'Imbot ne soit valable pour d'autres grandes structures de l'Etat. Mais notre difficulté à maîtriser ces grandes structures est dans l'ordre des choses. Nous étions

une force de contestation, pour la première fois en 1981 nous avons eu à contrôler différents secteurs et un véritable contrôle n'est pas aisé à acquérir ». Bref, les socialistes au pouvoir sont impuissants. Bel aveu mais qui mériterait d'être complété : le gouvernement socialiste ne peut rien maîtriser. Et il le peut d'autant moins qu'il n'en a jamais vraiment eu la volonté.

A cet égard la seule histoire des rapports pouvoir-armée depuis 1981 est exemplaire. Les socialistes se sont d'emblée conformés à la logique du lobby militaire et les rares fois où ils ont prétendu faire preuve d'« humanisme » ou de « morale », la levée de boucliers a été telle qu'ils ont, avec leur frilosité coutumière,

toujours reculé. D'abord, dès le lendemain de la marée rose, Charles Hernu qui, quatre années durant, devait se charger de la défense, affirmait haut et clair le maintien de la force de frappe. Balayée la promesse du service militaire à six mois, oubliée la suppression du SDECE annoncée dans le Programme commun (on devait se contenter d'un changement de nom et les services secrets étaient rebaptisés DGSE). Abandonnée enfin l'idée d'arrêter les essais nucléaires que Mitterrand jugeait pourtant nocif, dans le livre — il est vrai publié voilà bien longtemps — *la Paille et le grain*. En revanche, la défense des prétendus intérêts nationaux était affichée à l'ordre du jour. Nos beaux légionnaires paraient au Tchad, au Liban, dans le Pacifique, etc. L'armée était ravie.

Certes, il y eut quelques couacs mais qui furent vite dissipés. En 1981, Mitter-

Quand Mitterrand dénonçait le coup d'Etat permanent

« Il y a en France des ministres. On murmure même qu'il y a encore un Premier ministre. Mais il n'y a plus de gouvernement... Des comités irresponsables et dont la composition, les attributions et la compétence sont souverainement fixées par le chef de l'Etat se substituent au Premier ministre dès qu'une affaire sérieuse surgit (...) »

« Un régime obtient de ses fonctionnaires la fidélité qu'il mérite. L'administration qui, par sa permanence, a longtemps suppléé l'instabilité gouvernementale profite plus encore de la concentration jalouse des pouvoirs sur la seule personne du chef de l'Etat. Personne ne lui dispute l'entière disposition de la France quotidienne (...) »

« On voit de grands feudataires puiser dans l'administration les meilleurs d'entre les jeunes technocrates promis aux plus hautes destinées et entretenir sous prétexte de public-relations des hommes politiques de toutes obédiences qu'ils engagent et qu'ils paient pendant les heures creuses de leur commerce électoral... Les banques d'affaires et le gouvernement échangent et se prêtent leurs hommes. Dénoncer ces pratiques expose

certaines à recevoir des coups. Mais décrire le processus qui commande l'évolution de la V^e République en omettant cet aspect des choses serait complicité (...) »

« Une subtile mutation des rapports entre celui qui gouverne et ceux qui sont de l'Etat se substituent au Premier ministre dès qu'une affaire sérieuse surgit (...) »

« Je n'accuse pas la V^e République d'être un régime policier parce qu'elle entretient des nuées de policiers, mais parce que son origine, ses mœurs, ses ambitions, son système politique la condamnent à contrôler par ces moyens qui lui sont propres chaque rouage de l'Etat, chaque cellule du pays (...) »

« Le cabinet de l'Elysée, le cabinet du ministre de l'Intérieur, certains services du SDECE, les réseaux parallèles, les "barbouzes", et le commando des provocateurs spécialisés dans "l'affaire politique" constituent le fer de lance de l'armée policière qui campe sur ce territoire conquis, la France... »

Extrait du *Coup d'Etat permanent* (1964)

Le coût de l'armée

Des milliards de francs qui s'envolent pour nourrir les profits de l'industrie d'armement. Des jeunes encasernés et embrigadés au service de l'impérialisme. Voilà ce que coûte, entre autres, la force de frappe aujourd'hui.

L'affaire Greenpeace remet au premier plan de l'actualité la force de dissuasion et l'appareil militaire français en général. Or, depuis 1981, l'Etat français n'a cessé de pratiquer une politique militariste dont l'augmentation du budget défense et l'engagement plus marqué auprès de l'OTAN sont les signes les plus visibles.

150 milliards de budget en 1985

Depuis 1981, le poids de la défense dans le budget national n'a cessé de s'accroître. En 1983, l'Assemblée nationale a voté une loi de programmation militaire qui prévoit 830 milliards de dépenses entre 1984 et 1988. Conséquence : le budget de 1985 s'élève à 150 milliards de francs. Mais ce chiffre pourtant énorme reste en deçà de la réalité parce qu'il ne tient pas compte des dizaines de milliards affectés à la recherche militaire. Le budget prévu en 1986 atteint lui 158 milliards. Son aug-

mentation de plus de 5 % par rapport à cette année est donc supérieure au taux d'inflation fixé par les prévisions à 3,5 %.

Enfin, dernier détail, à l'intérieur de ces budgets la part des dépenses d'équipements progresse plus vite que celle de fonctionnement. Autant d'investissements en matériels nouveaux qui alimenteront d'autant plus les profits des industries de l'armement.

130 milliards pour la bombe en quatre ans

Dans ce cadre, la force de dissuasion accapare à elle seule un tiers des investissements. C'est dire la priorité. Et si Giscard en 1975 disposait d'une puissance nucléaire de 30 mégatonnes, soit 1 500 fois Hiroshima, Mitterrand, en 1985, dispose lui de 120, soit 6 000 fois Hiroshima et ce sera l'équivalent de 10 000 fois Hiroshima une fois les objectifs de la loi de programmation militaire achevés en 1988. Au total, la bombe, entre 1984 et 1988, aura

Ils ont tué, ils ont menti pour défendre leur bombe. C'est du terrorisme d'Etat. Nous, nous exigeons :

- Arrêt des essais nucléaires
- Démantèlement du Centre d'expérimentations du Pacifique
- Rapatriement des troupes françaises à l'étranger
- Fermeture des bases correspondantes
- Retrait de l'Alliance atlantique et de l'OTAN
- Reconnaissance des droits démocratique à la jeunesse sous les drapeaux
- Reconversion des industries d'armement
- Respect de tous les droits syndicaux dans l'industrie d'armement
- Non à IDS, non à Euréka

coûté 130 milliards de francs. Un budget énorme qui aura permis de doubler la capacité nucléaire du sous-marin *l'Inflexible*, de mettre en chantier le septième en 1988, de rénover la flotte aérienne affectée au nucléaire. Est prévu également de parfaire la mise au point de la bombe à neutrons et enfin de poursuivre les recherches sur de nouveaux systèmes d'armes missiles stratégiques mobiles et satellites d'observation et de communication.

« OTAN, mon amour »

Enfin, ce renforcement de la force de frappe s'accompagne d'un changement d'utilisation de ses armes plus conformes aux exigences de l'OTAN dont la dernière doctrine, intitulée *Airland Battle*,

prévoit que l'Alliance atlantique soit à l'initiative de la conduite d'une guerre préventive en Europe. Dans ce contexte, le gouvernement a même changé le nom des armes nucléaires tactiques qui deviennent armes pré-stratégiques. Une petite nuance qui achève de détruire le mythe gaullois d'une force de frappe

Des discours de Mitterrand sur le dialogue Nord-Sud, il ne reste, on le voit, que du vent. Les interventions militaires françaises se sont multipliées au Tchad et au Liban, en Nouvelle-Calédonie voire en Nouvelle-Zélande. Au vu de ce qu'a été l'opération Manta au Tchad, l'opération aérotransportée de Kolwesi, sous Giscard, fait figure de brouille. Le matériel laissé par les troupes françaises après le départ des troupes de N'Djaména a, en outre, favorisé l'installation d'une sorte de force d'action rapide africaine.

L'agressivité de l'impérialisme français en Afrique, dans le Pacifique sud et au Moyen Orient, est à la mesure de l'ampleur des moyens. De 1981 à 1984, l'effectif des forces d'outre-mer a augmenté de 50 % passant à 24 000 hommes les

En un an, le nombre de volontaires a doublé et une majorité d'appelés se sont retrouvés dans des unités opérationnelles pour des missions impérialistes comme au Liban et en Nouvelle-Calédonie. Contrairement à ce que distillait la propagande militariste, il ne s'agit pas d'offrir aux jeunes chômeurs une formation professionnelle dans le cadre militaire, mais bien de renforcer la capacité d'intervention de l'impérialisme. Silence dans les rangs. Enfin, dernière démonstration de ce que nous coûte la « bombe » : les programmes militaires IDS et Euréka que nous préparons Reagan et Mitterrand autour de la « guerre des étoiles ». Ces projets signifient à court terme une austérité plus grande pour les travailleurs et des subsides supplémentaires pour les industriels du secteur de l'armement comme l'a-

des galonnés

...
rand se mettait en tête de nommer un civil à la tête de la nouvelle DGSE. Pierre Marion faisait long feu ; contesté de haut en bas par la hiérarchie militaire, il était remercié à peine un an plus tard et remplacé par un officier de la marine, l'amiral Henri Lacoste. Depuis lors et jusqu'à ces derniers jours, le pouvoir politique et les services secrets vivaient une quasi-lune de miel.

L'affaire Greenpeace l'a démontré. Quelle merveilleuse harmonie, en effet : en avril dernier, l'amiral Fage du Centre d'expérimentations nucléaires convainc sans aucune difficulté Hernu du danger que représente le mouvement écologiste pour l'atoll de Mururoa. Ni une, ni deux, le ministre se tourne vers Lacoste et lui confie les yeux fermés le soin d'anticiper les manifestations antinucléaires. Et maintenant que l'opération a échoué, que la terre entière sait que le gou-

vernement français assume des actes de terrorisme, on voit les socialistes resserrer les rangs autour des militaires et prendre en charge la défense de leur honneur.

Mitterrand fait sauter Hernu, l'un de ses plus fidèles collaborateurs, mais protège son général-conseiller, Saulnier, ex-chef d'état-major particulier qui coule des jours tranquilles, alors que c'est lui qui a donné l'aval au financement du sabotage. Mieux, les pièces témoignant du déroulement financier de l'affaire ont disparu et personne, pas même le rapporteur au Sénat pour les budgets spéciaux, ne peut y avoir accès. Secret défense oblige. C'est un peu fort quand par ailleurs le Premier ministre nous a martelé pendant un mois, sur tous les tons, son exigence de vérité.

Dans un tel contexte, les déclarations tonitruantes du nouveau patron de la DGSE, le général Imbot, sur l'hypothèse du complot manigancé de l'extérieur avec la compli-

cité de quelques agents de l'intérieur dédouane toute la hiérarchie militaire et politique. Et en outre, elle rassure l'armée qui commençait à être sérieusement anxieuse du tapage fait autour de sabotage du *Rainbow Warrior*. Imbot s'affirme être le « rempart » contre tous les ennemis (reste à savoir lesquels). Avant de pousser son coup de gueule a-t-il obtenu l'aval de son ministre, Paul Quilès ? C'est probable. Mais ce faisant le gouvernement ne fait que s'inscrire dans la ligne de feu - Hernu. Il sait utiliser un général de l'armée de terre qui, au passage, fut l'un des fiefs des putschistes au début de la V^e République, pour faire d'une pierre deux coups : plaider une nouvelle fois leur innocence et réaffirmer leur entière adhésion à l'un des pouvoirs les plus réactionnaires de l'Etat. Mais le seul bénéficiaire réel de cette opération sera l'institution militaire.

Flora Chénétier



indépendante et renforce les liens de la France avec l'impérialisme nord-américain.

Des « légionnaires » partout

Les gouvernements au pouvoir depuis 1981 n'ont pas pour autant négligé les intérêts de l'impérialisme français. Depuis quatre ans, les capacités de manœuvrer outre-mer se sont accrues. Aujourd'hui, la Force d'action rapide (FAR) est un ensemble de 47 000 hommes sous la direction de l'armée de terre. Elle est prévue pour intervenir tant dans le monde qu'en Europe, où elle doit servir alors de force d'ap-

installations permanentes. Les bases ont en outre été considérablement renforcées. En 1983, le général Imbot, alors chef d'état-major de l'armée de terre, déclarait :

« Les menaces hors d'Europe ne cessant de croître, notre pays étant par ailleurs engagé au Liban et au Tchad, j'ai eu pour souci majeur, depuis mon entrée en fonction, de dégager les moyens nécessaires pour remplir ces missions. Afin de disposer d'un nombre accru de formations immédiatement disponibles. » Pour mener à bien ce projet, la même année, la réforme du Code de service national permettant à des appelés de prolonger volontairement leur service de 16 à 24 mois.

ronautique, l'électronique, l'informatique et le nucléaire.

Directement ou indirectement, 7 % de la population active dépend de l'industrie de guerre. Le poids militaire dans l'industrie fait peser de lourdes menaces sur les droits du personnel. A peine votées les lois Auroux, le ministre de la Défense, à l'époque, Charles Hernu, a limité leurs portées dans des entreprises comme Thomson.

Au nom du « secret-défense », le gouvernement et le patronat tentent donc de s'en prendre aux capacités d'organisation et d'expression des travailleurs.

Alain Rhodes

KANAKY

Les trois leçons d'une élection

Les élections régionales ont confirmé la représentativité du FLNKS, la polarisation à droite des électeurs européens et l'échec des forces dites de la « troisième voie » appuyées en sous-main par Pisani.

Les élections régionales du 29 septembre appellent un commentaire en trois points qui reflètent les principales tendances qui se sont exprimées sur le plan électoral.

Leur résultat représente avant tout un succès incontestable pour le FLNKS qui obtient la majorité des voix et des sièges dans trois des quatre régions instituées par la loi Fabius (59,60 % dans le Nord, 52,12 % aux Iles Loyauté, et 45,46 % dans la région Centre).

Le FLNKS remporte au total 28,75 % des suffrages exprimés. Si l'on rapporte ce chiffre — auquel il faut ajouter les 6,43 % du LKS — au pourcentage de Kanaks parmi les habitants actuels du territoire (43 %), on peut dire sans risque de se tromper que 80 % de la population mélanésienne est favorable à l'indépendance et au FLNKS.

La victoire du FLNKS

Ce résultat ne fait que renforcer un jugement que l'on pouvait déjà déduire du score électoral du Front indépendantiste en 1979 (34,43 % des suffrages) et de l'ampleur des mobilisations de novembre 1984. Il laisse clairement augurer de l'issue d'un éventuel référendum d'autodétermination du peuple kanak. Cette victoire électorale ne peut qu'accroître la détermination du peuple kanak et constitue un encouragement formidable à la lutte anticolonialiste.

Le second aspect de ce

scrutin réside dans l'attitude de la population caldoche, européenne et immigrée du Pacifique qui s'est encore majoritairement prononcée en faveur du RPCR et du Front national, c'est-à-dire en faveur des formations de la droite et de l'extrême droite coloniales.

Le Front national recueille 14 % des voix dans la région Sud (Nouméa), ce qui renvoie à la stabilisation à l'extrême droite d'un courant de la population très déterminé à maintenir une ligne d'affrontement avec le mouvement indépendantiste. Certes, l'électorat du RPCR n'a, du point de vue de son niveau de conscience politique, rien à envier à celui du Front national. La situation coloniale tend en effet à unifier les couches qui profitent, d'une manière ou d'une autre, du statu-quo autour d'une position d'intransigeance et de défense des privilèges coloniaux. Il faut remarquer aussi que ce vote à droite et à l'extrême droite n'a que très marginalement concerné les Kanaks.

Plus que jamais, la Nouvelle-Calédonie est donc coupée en deux au niveau économique, politique, électoral et communautaire. Les 60,84 % des suffrages remportés par le RPCR et le Front national ne doivent pas faire oublier que leur électorat reste principalement concentré dans Nouméa-la-Blanche et quelques bourgades coloniales. La traditionnelle rupture entre la ville et les campagnes, et la forme de



Les nouveaux élus du FLNKS, entourant Françoise Machoro

domination coloniale en Nouvelle-Calédonie font qu'aujourd'hui, les Kanaks sont majoritaires en nombre d'habitants et en voix indépendantistes dans toutes les régions du territoire mis à part Nouméa et ses abords.

Echec de la troisième voie

C'est d'ailleurs cette situation qui avait permis au FLNKS d'établir par le boycott électoral de novembre 1984, puis au travers du boycott scolaire un certain rapport de forces

anticolonialiste malgré l'infériorité numérique des Mélanésiens par rapport à la population totale.

En dernier lieu, cette bipolarisation politique entre, d'un côté un peuple opprimé massivement regroupé derrière la revendication d'indépendance kanake et socialiste et, de l'autre, une communauté coloniale certes diversifiée mais unie dans son engagement à droite et à l'extrême droite, a eu pour effet de balayer les forces qui se positionnaient ouvertement en soutien à la politique d'Ed-

gard Pisani et du gouvernement français. C'est le cas du LKS qui n'a qu'un seul élu et de la liste OPAO, constituée d'éléments de l'ancienne FNSC pro-giscardienne et d'un dissident de l'Union calédonienne, qui n'en obtient aucun. C'est là un camouflet pour la politique de Pisani qui visait à faire apparaître une voie médiane favorable à son projet d'indépendance-association mordant d'une part sur le FLNKS et de l'autre sur le RPCR.

C'est l'avancée de la mobilisation nationale du peuple kanak et l'ampleur des antagonismes en jeu dans la situation coloniale du territoire, notamment en regard de l'inégalité d'accès à la terre, qui rendent une telle perspective actuellement illusoire.

Cela clôt la perspective de Pisani pour faire pression sur les indépendantistes, de voir quelques dizaines de milliers d'Européens voter pour l'indépendance-association en cas de référendum.

Les premiers effets politiques de ces résultats ne se sont pas fait attendre. C'est tout d'abord la droite métropolitaine qui rectifie tactiquement le ton à l'égard du FLNKS. Le dirigeant du RPR, Bernard Pons, ne dé-

clarait-il pas en parlant de la participation des indépendantistes aux Conseils de régions : « Si le FLNKS joue le jeu, nous jouerons le jeu. » Ce discours démagogique est destiné à préserver l'avenir et à gagner du temps.

Le gouvernement français va maintenant tenter de récupérer la victoire électorale indépendantiste pour appliquer ses visées néo-coloniales.

Il s'agira ainsi d'essayer d'utiliser la présence des dirigeants du FLNKS dans les nouvelles institutions coloniales pour faire émerger une couche de gestionnaires kanaks dont on mettrait à profit l'absence de stratégie sur le long terme pour les amener à s'enliser dans le maquis des projets de micro-développement capitaliste. A terme, le pouvoir colonial n'a pas perdu l'espoir de briser ainsi l'unité du FLNKS et du peuple kanak derrière la revendication d'indépendance kanake et socialiste. Nombre de comités de lutte du FLNKS ont pris conscience de ce danger. Il y a loin des projets néo-coloniaux du gouvernement Mitterrand à leur concrétisation sur le terrain.

Vincent Kermel

Editorial des feuilles d'entreprises

Non à la force de frappe ! Des emplois pas des bombes !

Ils ont tué, ils continuent de mentir, pour leur bombe. Tous les coups sont permis au gouvernement Mitterrand-Fabius pour protéger l'accès à l'atoll, là où se font les essais nucléaires français. Parce que la cause qu'ils ont épousée, c'est celle de l'armée, du lobby militaire, à qui tout est permis.

néo-coloniale : arrêt des essais nucléaires, départ des troupes françaises du Pacifique sud !

Des emplois, pas des bombes

Le budget 1986 du gouvernement Fabius accentue l'aide à l'effort militaire. Alors que sont programmés la baisse du pouvoir d'achat, l'arrêt des aides à la Sécurité sociale et la réduction des effectifs dans la fonction publique, l'armée voit son budget progresser de 5,4 % et en son sein l'équipement militaire de 7,8 % !

Pour parachever ce choix politique, la gauche au pouvoir n'hésite pas à dépenser des millions de francs pour couler le bateau Greenpeace et, au passage, assassiner un photographe de l'association.

Oui, nous refusons une telle logique qui donne la priorité à l'armement militaire au détriment de l'emploi des civils.

Oui, nous refusons cette toute puissance militaire, ces généraux faisant bloc pour défendre leur caste, leur pouvoir, contre toute remise en cause.

Ces généraux, un peu trop présents en ce moment, représentent une formidable puissance économique. La France n'est-elle pas le troisième marchand de canons de la planète ? Pour nous, plus on nous parle de sacrifices face à la crise, plus nous crierons fort : des emplois, pas des bombes !

Non à la force de frappe !

La défense militaire, c'est pour Mitterrand l'intégration de l'armée dans l'OTAN. C'est aussi le maintien des bases militaires dans le Pacifique sud, Nouvelle-Calédonie incluse.

La défense militaire du pays, c'est surtout cette ruineuse bombe atomique, au coût exorbitant, aux capacités destructrices démentes. Pour essayer cette bombe, il fallait un lieu, ce fut Mururoa. D'où une politique néo-coloniale de la France.

Alors, le secret, l'ordre militaire doivent régner. Que la Nouvelle-Calédonie demeure une base militaire, que l'atoll de Mururoa demeure la base d'essais atomiques, voilà l'objectif commun à Mitterrand et au haut état-major militaire.

Qu'un vieux bateau, nommé *Rainbow Warrior*, prétende s'approcher du repère secret de la bombe française, c'en était trop. Le terrorisme d'Etat a été employé. Et le gouvernement reprend les sales méthodes du plasticage, chères à Action directe !

Eh bien, non : assez de cette politique militaire

Report probable du procès d'Otelo

La justice portugaise tient son prétexte : dans la nuit du 20 au 21 septembre, dix inculpés membres des FP-25 se sont évadés de leur prison. Vite fait bien fait. Des uniformes leur ont permis de se déguiser, des voitures les attendaient.

Il n'en fallait pas plus pour mettre les soixante-trois autres inculpés au secret. Parmi eux Otelo de Carvalho, le leader de la révolution d'avril 1974, attend depuis quinze mois, en prison l'ouverture du spectaculaire procès qui vise à le faire passer pour un terroriste. En juillet dernier, ce procès avait été reporté une première fois parce que l'un des inculpés avait été blessé et n'avait pu venir témoigner.

Les juges ont pris rendez-vous pour le 7 octobre, lundi prochain, mais ils pourraient tirer partie des évasions pour justifier d'un nouveau renvoi.

Procès serpent de mer, procès symbole mais aussi procès qui gêne. Aura-t-il lieu en décembre ? Ou même en février après l'élection présidentielle de janvier ? En attendant, Otelo continue de croupir au fort de Caxias. Un scandale qui ne peut plus durer. Le Comité justice pour Otelo organise un meeting de soutien le 11 octobre et non plus le 4 comme nous l'avions annoncé la semaine dernière, à 20H30, 4, place Saint-Germain des Prés, 75006 Paris.

Toutes les initiatives de solidarité sont les bienvenues.

Envoyer les protestations et les motions syndicales à l'ambassade du Portugal, 3, rue Noiselle, 75006 Paris avec des doubles à : A.C. Matos Aparado - 5237 1706 Lisboa Cédex. Maître Christiane Gillmann, 11, bis rue de Lunnain - 74014 Paris.

TRIBUNE DE LA FEDERATION DE LA GAUCHE ALTERNATIVE

Quelle dynamique pour une alternative ?

Dans le cadre de notre combat pour construire une alternative anticapitaliste, nous avons systématiquement donné la parole aux courants nationaux ou aux groupes de militants qui se situent à la gauche de la gauche traditionnelle. C'est dans le même esprit que nous ouvrons, cette semaine nos colonnes à la Fédération pour une gauche alternative (FGA)

Alternatives : ce mot est maintenant conjugué à toutes les sauces. Cette mode vient de la réussite des Grünen en RFA : ils ont marié les exigences de l'extrême gauche politique et celles des mouvements sociaux, conquis une large base électorale, organisé des dizaines de milliers de militants. Elle est révélatrice du manque et de l'urgence d'une nouvelle force politique en France.

La période ouverte au milieu des années soixante se termine : après l'échec de l'extrême gauche, vidée de sa substance au milieu des années soixante-dix, la gauche traditionnelle vient de connaître en France une nouvelle faillite historique.

Une crise multiforme

Cet échec se conjugue avec la profondeur de la crise du capitalisme et avec celle liée du

regroupements pluralistes dans un cadre large (démarche, enjeux, positionnement, quelques perspectives) pour définir un projet politique commun. Les différents projets présents dans un regroupement doivent être explicités dès le départ. N'y a-t-il pas une contradiction politique à penser un regroupement électoral comme un levier pour un futur parti des travailleurs ?

Changer de pratiques politiques

L'extrême gauche est peu crédible. Elle paie son suivisme de fait par rapport à la gauche traditionnelle et est donc victime du même discrédit. Mais ses pratiques politiques accentuent le phénomène de rejet des organisations par la jeunesse ou nombre de militants associatifs et syndicalistes. Sectarisme, culte de son particularisme, propagandisme général, instrumentalisation politique des mouvements... : le passif est lourd et il n'épargne

processus décentralisé d'échange d'expériences et de pratique, tout regroupement à contre-courant de la dispersion, toute tentative de rapprocher les pratiques, toute convergence locale ou thématique, toute initiative visant à l'élaboration de propositions nouvelles, tout cela est le bienvenu, le chemin obligé d'une alternative. A condition d'éviter les rassemblements autoproclamés qui conduisent du PCI au PT.

Une convergence verte-alternative

La proximité des démarches paraît aujourd'hui un élément plus dynamisant qu'une convergence de référents idéologiques ou culturels ; nous préférons une volonté claire de dépasser des structures organisationnelles inadaptées, à la recherche du plus petit commun dénominateur entre des groupes qui ne parviennent pas à se remettre en cause.

Nous avons été à l'initiative des « rencontres alternatives » de la Pentecôte 85, qui ont matérialisé les potentialités d'une telle perspective, même s'il faudra du temps pour la constitution effective d'un tel mouvement.

Nous nous reconnaissons entièrement dans l'image de marque des écologistes dans l'opinion : être « ailleurs » par rapport au jeu politique traditionnel ; montrer une capacité unitaire de rassemblement, d'une synergie et

Certaines alliances sont illusoire si elles ne s'insèrent pas dans les projets à long terme. Nous ne pouvons pas brusquer les rythmes d'émergence d'une alternative politique. Ceci étant, le cadre départemental des élections de 1986 peut et doit favoriser la recherche de convergences adaptées aux situations locales. Le projet politique de la LCR nous paraît encore éloigné de la démarche alternative telle que nous la concevons ; la section de la IV^e Internationale est d'ailleurs restée à l'écart des Grünen en RFA. Mais nous savons que la LCR n'est pas une organisation fossilisée comme LO et souhaitons la poursuite des évolutions qu'elle entame. Avec pragmatisme, mais sans précipitation, nous sommes prêts à rechercher les convergences possibles.

Patrick Petitjean (FGA)

Simone Signoret

De la bande à Prévert qui hantait le rez-de-chaussée du Flore quand Sartre et Beauvoir se retrouvaient au premier... au film de Mosco sur l'affaire Manouchian qu'elle défendit bec et ongles, il y a quarante-cinq ans d'une carrière exceptionnelle, avec une imbrication totale entre les idées, les rôles, la vie publique et professionnelle...

Allégret, Montand, l'Appel de Stockholm, Casque d'or, le Vietnam, Mai 68, l'Aveu, la Veuve Couderc, Pierre Goldman, la Nostalgie n'est plus ce qu'elle était, Solidarnosc, Mme Rosa, Judith Therpeauve, l'affaire Mosco... une vie si riche de moments étonnants que son livre au titre superbe nous imprima au cœur un jour de 1976. Elle fut de toutes les causes qui nous enflammèrent, de tous les combats contre l'imbécillité, et ses doutes (qui ne prirent jamais les chemins si aventureux de Montand ces dernières années) rejoignirent nombre des nôtres. Nous fûmes donc, plus souvent que de raison, à ses côtés. Elle incarna, comme Beauvoir ou comme Sartre (elle aurait sûrement rougi de cette comparaison...) une espèce de « fil à plomb » de la conscience contre la connerie, un miroir pour au moins deux générations de ce siècle.

S. July, rappelant la superbe phrase de P. Soupault, « Quand on est jeune, c'est pour la vie », ou Max Gallo ayant « envie de la nommer notre camarade... » témoignent à leur manière de l'effet de reconnaissance qu'elle imprima, naturellement, sur la conscience de la gauche française au cours de ces vingt-cinq dernières années.

A tous ces titres, elle était notre camarade.

M. L.



Le forum sur l'alternative, à la fête LO-LCR, au printemps dernier. Deuxième à gauche, de dos, Patrick Petitjean, représentait la FGA à ce débat

mouvement ouvrier. Il s'agit d'une crise multiforme, celle de l'écologie, du taylorisme, des mutations technologiques, du pillage des ressources naturelles, des destructions sociales et physiques dans le tiers monde, ou des transformations dans le prolétariat (la menace de la société duale). Tout ceci bouleverse (socialement, idéologiquement, culturellement...) le mouvement ouvrier et impose la recherche de solutions nouvelles pour sa re-composition.

Un cadre théorique est à réélaborer, et pas seulement à réadapter, qui reprenne en particulier, loin du léninisme, le problème d'une stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, de l'Est comme de l'Ouest.

En ce sens, la crise du mouvement ouvrier n'est pas essentiellement celle de « sa direction politique » et encore moins une simple conséquence politique de la gauche depuis quatre ans.

Unité et pluralisme

Vouloir regrouper les « déçus du socialisme » autour d'une plate-forme minimale pour « redonner espoir aux travailleurs » ne nous paraît porteur d'aucune dynamique politique nouvelle. Nous préférons aller vers des

personne. Ce rejet a produit des exigences politiques nouvelles ; l'efficacité pour les problèmes immédiats et concrets (l'emploi, l'environnement...); des propositions constructives et non pas une simple dénonciation ; le refus des réponses toutes faites et des visions globalisantes ; le pluralisme politique et idéologique.

Il n'y aura pas d'alternative sans remise en cause des vieilles pratiques politiques.

L'alternative comme processus :

Pour nous, l'alternative est le contraire de l'autoproclamation d'un positionnement politique dont la clarté est mesurée à quelques mots magiques (anticapitalisme). C'est la tentative d'apporter des réponses aux problèmes, nouveaux ou anciens, soulevés par la crise des sociétés industrielles en s'appuyant tant sur des valeurs traditionnelles (et dépoussiérées) du mouvement ouvrier, que sur celles de 68 (l'écologie, le féminisme, l'autogestion, la libération des jeunes, la solidarité avec le tiers monde etc...) ou sur les exigences nouvelles décrites.

De nombreuses forces militantes même isolées ou minorisées peuvent être porteuses de cette nouvelle identité alternative. Mais elles sont loin de se vivre comme les composantes d'un projet politique d'ensemble. Tout

non d'un cartel ; être une force de propositions de réalisation. Là, est l'avenir d'une force alternative. Les Verts ne sont pas que la forme actuelle organisée d'une partie des écologistes ; leur repli environnementaliste et sectaire traduit essentiellement la faiblesse de leur projet politique, loin des origines de l'écologie politique et des enjeux actuels ; en persistant dans cette impasse, ils se marginaliseront. Par contre, l'évolution du PSU, voir du PCML, manifeste cette proximité de démarche qui ne peut que favoriser le développement d'un projet alternatif.

Les élections de 1986

Plus précisément, en ce qui concerne l'échéance électorale de 1986, nous n'en sous-estimons pas les enjeux : la droite victorieuse mettra en œuvre une politique de restauration libérale et autoritaire, lourde de remise en cause des acquis sociaux à laquelle le PS n'a qu'un modernisme vaguement social à opposer.

Ces élections sont un des moyens du développement d'une dynamique alternative, mais nous ne voulons pas étouffer une convergence nécessaire derrière un front électoral bâclé.

Gorbatchev: un nouveau look, et après?

A l'occasion de la venue de Gorbatchev en France, les articles et les prises de position sur l'URSS refléussent. La presse du Parti communiste renvoie une image de plus en plus légalisatrice de la réalité soviétique, digne des meilleurs éditorialistes de la Pravda (ou des Izvestia, ce qui revient au même). Ils décrivent à longueur de pages les grandes réalisations de l'économie soviétique et les avancées du régime dans les domaines de l'éducation, de la santé ou de l'urbanisme, en braquant leur projecteur sur une fraction du réel. Le reste de la presse offre en général une vision inverse et également unilatérale de l'URSS, qui est présentée comme une société figée à l'image des traits de Lénine au fond de son mausolée. Ceux-là choisissent d'éclairer une autre partie de la réalité : le Goulag, la dissidence, la dictature policière. Les uns et les autres parent plus ou moins du réel, mais aucun ne décrit la réalité soviétique. Le personnage de Gorbatchev, par exemple, les dérange : pourquoi cette société aurait-elle besoin de « changement drastique », d'« amélioration radicale » si son bilan reste « globalement positif » ? Comment une société si sclérosée a-t-elle pu produire au sommet de sa hiérarchie un dirigeant si séduisant ? Pour cerner la réalité soviétique à l'ère Gorbatchev, Rouge a choisi d'interviewer une militante marxiste-révolutionnaire, Michèle, spécialiste de la Russie contemporaine, vient de faire un long séjour à Moscou.

□ Gorbatchev a en Occident une image de marque exceptionnelle. Récemment, il a accordé au magazine américain *Time* une interview : les journalistes l'ont décrit comme une personne « persuasive, spontanée, charmeuse, terriblement habile ». Quel est le sentiment de la population soviétique par rapport au nouveau secrétaire général ?

n'a bougé, on s'est endormi sous Brejnev, maintenant on entre dans une période nouvelle. » Beaucoup d'intellectuels ont même manifesté une grande admiration pour Gorbatchev, ils le comparaient à Kennedy, en affirmant : « Si on ne le tue pas, il va réellement faire quelque chose. » Et quand j'exprimais un autre point de vue, mes interlocuteurs étaient très surpris, car leur sentiment était très unanime. Certes, ils avaient conscience de la résistance de la bureaucratie aux changements, ce qui explique que Gorbatchev ait besoin de consolider son pouvoir et qu'il n'y ait rien eu de concret

L'impression des intellectuels est assez proche de ce sentiment. La grande majorité d'entre eux s'attendent à de grands changements. Ils disent : « Pendant dix ans, rien

pour l'instant. Cependant, ils s'attendent vraiment à des changements. En plus, ils ont été très impressionnés par le style de Gorbatchev, par sa franchise, par le contenu de ses discours qui, pour une fois, ne sont pas récités. Par contre, le sentiment des ouvriers est différent : ils sont en général assez sceptiques ; un ouvrier m'a dit : « Peut-être que dans dix ans, il y aura des changements ! » Ils savent qu'en général, lorsqu'on parle de réformes, cela se fait sur leur dos. En plus, on ne peut voir aucun changement concret dans les usines, à part un serrage de vis. Les ouvriers sont d'habitude sceptiques envers tout ce qui est officiel. S'ils voyaient concrètement quelque chose de positif, peut-être seraient-ils plus enthousiastes. La seule nouveauté consiste en un renforcement de la discipline du travail et la lutte contre l'alcoolisme.

□ On entend beaucoup parler en Occident de cette campagne contre l'alcoolisme : a-t-elle un impact réel ? Comment est-elle perçue par l'opinion publique en URSS ?

Des mesures ont été effectivement prises et elles sont assez bien accueillies ; tout le monde y est favorable, sauf les alcooliques bien entendu ! Mais c'est une campagne qui reste superficielle, car elle ne part pas des racines véritables de l'alcoolisme : elle veut seulement limiter la vente en diminuant les points et les heures de vente, et en augmentant les prix et les amendes pour alcoolisme au travail.

A la troisième amende, c'est la mise à pied : mais je ne crois pas que cette menace puisse être effrayante pour un ouvrier, car dans les usines il y a toujours des offres d'emploi ; en fait, il est presque impossible qu'un ouvrier soit congédié. Par contre, pour un intellectuel cette menace est réelle : il ne trouvera pas facilement un autre poste correspondant à sa qualification.

□ Pour en revenir à la notion de changement, il semble que le gouvernement soit prêt à impulser des réformes économiques de grande ampleur, et que des expériences pilotes aient été menées ; nous ne sommes plus à l'époque de l'immobilisme brejnevien ; la nouvelle équipe au pouvoir semble prendre le taureau par les cornes pour imposer les changements nécessaires. Comment expliquez-vous alors le scepticisme des ouvriers ?

Certes, beaucoup de réformes sont en chantier, mais elles ont peu de substance. Ce qui a été fait jusqu'à présent est ambigu et contradictoire.

D'un côté, on parle de laisser plus d'autonomie, plus d'initiatives aux entreprises ; de l'autre, on propose de renforcer l'administration centrale. Dans un article récent des *Izvestia*, j'ai lu qu'il ne



« Periozka » : un magasin réservé aux devises étrangères et aux regards. Photo du bas : foire au livres à Leningrad.

fallait pas penser qu'on irait vers une réforme du marché... Par ailleurs, des expériences de création d'entreprises privées se développent à petite échelle dans le domaine des services ; et plusieurs articles ont été publiés à ce propos, qui laissent supposer qu'on irait dans cette direction. Si c'était le cas, on assisterait probablement à une amélioration de la vie quotidienne, mais les racines des difficultés de l'économie soviétique ne seraient pas extirpées.

□ Est-ce que la seule manifestation critique de la classe ouvrière et l'expression de son scepticisme résident dans cette « résistance passive » qui engendre des taux moyens de productivité extrêmement bas ?

En un mot, on parle toujours d'une approche novatrice, mais quand on la cherche, on ne trouve rien. Jusqu'à présent, le sens des réformes est d'une part d'augmenter la pression sur les ouvriers afin d'augmenter l'intensité du travail, d'autre part de lutter contre le gaspillage, afin de faire des économies. On peut lire dans les journaux et c'est nouveau je crois, des informations sur les incroyables gaspillages qui ont lieu, mais rien n'est proposé au-delà de cette dénonciation, qui fait dresser les cheveux sur la tête !

Ces gaspillages et la désorganisation complète du travail qui les accompagne n'incitent pas au travail : pourquoi se mettre à travailler si le produit de son travail doit

être perdu ? Travailler sans raison est démoralisant, les gens ont une certaine fierté ; s'ils pouvaient travailler, s'ils avaient les outils et les matières premières nécessaires et si leur production devenait utile à la société, alors ils sauraient quoi faire, et ils le feraient convenablement.

□ Tu évoques l'existence des leaders informels dans les usines. Est-ce qu'ils ont tissé des relations entre eux, et avec la dissidence ? Est-ce que des structures plus durables peuvent émerger ?

La question est délicate. Hors de l'usine, il est extrêmement rare que les ouvriers continuent leur organisation informelle. Ils restent atomisés. Les difficultés de la vie quotidienne ne favorisent pas le militantisme ouvrier. De plus, la répression a été efficace contre la

dissidence ces dernières années, ce qui constitue une arme dissuasive de taille. Néanmoins, on assiste à la naissance d'une nouvelle opposition : la dissidence antérieure, dans sa tonalité générale, ne prenait pas en compte les intérêts des ouvriers ou la question économique ; elle s'intéressait avant tout au problème de la démocratie. La nouvelle opposition représentée par des jeunes socialistes, non seulement n'a pas peur des masses, mais voit dans les masses une force politique. La classe ouvrière, d'après eux, est la seule force capable de changer les choses.

A ce propos, il faut savoir que la classe ouvrière dans sa grande majorité est très cultivée : le niveau de formation moyen est plus élevé qu'en France (fin d'études secondaires) et il y a dans les usines de plus en plus d'ouvriers ayant suivi des études universitaires, faute d'avoir trouvé des emplois correspondant à la qualification acquise ou parce que des gens ont été chassés des instituts. Enfin, un nombre non négligeable d'ingénieurs travaillent comme ouvriers, car ils peuvent gagner au moins deux fois plus (400-450 roubles au lieu de 150-200 roubles de salaire moyen).

Il existe une couche d'activistes socialistes qui s'orientent vers la classe ouvrière, qui voient dans la démocratisation, mais aussi dans une réforme économique axée sur la décentralisation, une réponse aux problèmes actuels. Contrairement à la grande majorité des intellectuels qui critiquent le système, ces activistes ont des idées sur ce qu'il faudrait faire et ils élaborent des analyses.

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?



« Le léninisme est notre drapeau » au fronton d'un bâtiment, à Moscou

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?

□ Est-ce que tu penses qu'on va assister à des profonds changements au niveau politique ? Quelle est la portée réelle de la lutte que mène Gorbatchev contre la corruption bureaucratique ?

batchev doit faire face à deux difficultés : avant qu'elles aient un effet positif sur le niveau de vie et les conditions de travail des ouvriers, ces réformes, si elles sont vraiment mises en chantier, vont d'abord signifier une dégradation des conditions de travail de la classe ouvrière, que celle-ci n'accepte pas, comme en témoignent les quelques grèves, dont on est informé régulièrement.

A l'intérieur de la bureaucratie, il y a une grande résistance à toute réforme. C'est pourquoi Brejnev n'avait rien fait. Il est plus que probable que des fissures vont apparaître au sein de la bureaucratie. Ces fissures pourraient ouvrir un espace pour un mouvement social, surtout si elles se produisent sur fond de dégradation économique.

Propos recueillis par Natacha Brink

J'ai été étonné par la pauvreté intellectuelle des Soviétiques. Ceux qui ne se compromettent pas dans des trafics, les gens ordinaires, qui travaillent mais qui ne voient pas, sont pauvres. Il faut prendre conscience du fait que le vol n'est pas une forme de résistance, mais c'est une forme corrompue, qui ne permet pas à l'individu de se défendre. La corruption généralisée et l'alcoolisme sont des phénomènes de dégénérescence, qui reflètent une maladie de la société, mais qui ne peuvent aider à la lutte.

Pour les libertés démocratiques

Le voyage de Gorbatchev en France est l'occasion pour la droite de célébrer son anticommunisme viscéral. Les Toubon, Léotard et autres Doubin entendent manifester avec l'institut national Sakharov, le groupe français de surveillance des accords d'Helsinki, le Comité des quinze et l'Internationale de la résistance. On connaît ces gens comme les soutiens attentifs des différentes dictatures d'Amérique latine ou d'ailleurs. Les travailleurs n'ont rien à attendre d'eux et de leur prétendue lutte pour la démocratie.

Ce n'est pas pour autant que nous nous taisons. Nous ne les avons pas attendus pour dénoncer l'absence de libertés démocratiques, les emprisonnements, les tortures et les morts en URSS. Il faut lutter contre cette gangrène, parce que nous luttons pour une révolution socialiste démocratique. De l'Afrique du Sud à la Pologne, de l'Afghanistan au Chili, de la Turquie au Salvador. C'est le sens du soutien de la LCR à cet appel.

Natacha Brink

En URSS, il ne fait pas bon être syndicaliste, pacifiste, féministe, nationaliste, marxiste, écrivain et scientifique indépendant...

- Vladimir Klebanov (en hôpital psychiatrique) et Alexandre Zkobov (arrêté en 1982) sont membres du conseil des représentants du SMOT (Association libre intersyndicale des travailleurs).
- Vladimir Brodski (condamné le 15 août 1985 à trois ans de camp), Alexandre Chatravka (de nouveau condamné après deux ans et demi de Goulag) sont membres du Groupe pour l'établissement de la confiance entre les USA et l'URSS.
- Natalia Lazareva (arrêtée en 1982 et condamnée à quatre ans de camp et deux ans d'exil), editrice de l'anthologie féministe *Maria*.
- Varan Aroutounian (condamné en 1980 à cinq ans de camp et trois ans d'exil) est membre de l'Union des jeunes Arméniens.
- Gleb Yakounine, prêtre orthodoxe, qui combat pour les libertés religieuses, est en déportation.
- Anatoly Tchcharanski, membre du groupe d'Helsinki, a encore à purger la moitié de sa peine de treize ans de prison.
- Anatoly Martchenko, défenseur des droits de l'homme, a été condamné à six reprises, dont la dernière fois à quinze ans.
- Mustaga Dzhemilev (arrêté en 1983) est le porte-parole du mouvement pour le retour des Tatars de Crimée dans leur patrie.
- Balyz Gazavkas (arrêté en 1977, condamné à dix ans de camp et cinq ans d'exil) diffusait le samizdat du mouvement national lituanien.
- Danylo Choumouk (emprisonné depuis plus de trente ans, le plus ancien prisonnier politique du monde selon Amnesty International), défenseur des droits nationaux ukrainiens.
- Mikhail Rivkin (arrêté en 1982, condamné à sept ans de camp et cinq ans d'exil) membre du groupe Socialisme et Avenir et de la Fédération des forces démocrates d'orientation socialiste.
- Gregory Isayev (arrêté en 1982), membre du groupe marxiste Initiative Vetrov.
- Alexander Isoukov et I. Lopotoukhina (arrêtés en 1982), membres de l'« Opposition de gauche » de Leningrad.
- Vladimir Albrecht (arrêté en 1982), fondateur du groupe Amnesty de Moscou, récoltait des fonds pour Solidarnosc.
- Valery Abramkine (arrêté en 1979), rédacteur de la revue samizdat *Poiski*, achève de purger sa deuxième peine et se trouve sous la menace d'une troisième, alors que son compagnon, Vladimir Gerchouni, se trouve en hôpital psychiatrique.
- Tatiana Velikanova (arrêtée en 1977, condamnée à quatre ans de camp et cinq ans d'exil), initiatrice du Groupe pour la défense des droits de l'homme en URSS et editrice de la *Chronique des événements courants*.
- Ils et elles ont tout simplement mis en pratique les libertés d'expression, de circulation et d'association qu'on appelle partout les droits de l'homme, et ce fut la déportation, la prison, l'hôpital psychiatrique et pour certains la mort...
- Militants des libertés démocratiques, de l'Afrique du Sud à la Pologne, de l'Afghanistan au Chili, de la Turquie au Salvador, nous exigeons :
 - La libération immédiate de tous les prisonniers politiques et de conscience, à commencer par Andreï Sakharov et Elena Bonner.
 - Le droit pour les travailleurs, les femmes, les nationalités opprimées... à s'organiser librement pour leurs revendications et leur émancipation.
 - Le respect des libertés élémentaires de circulation des hommes et des idées.
- E. Balibar, R. Castro (architecte), G. Cazalis (pasteur), J. Chesneaux, B. Dreano (CODENE), P. Eguidés, S. Fernex (porte-parole des Verts), F. Galland (FGA), F. Guattari (psychanalyste), D. Guérin (écrivain), J. et A. Kehayan, G. Kononicki, A. Krivine (LCR), Krasnov-Lévitine (écrivain orthodoxe), D. Langlois, A. Lecœur (délégué des Verts au CODENE), P. Loupiac (pasteur), G. Molina, J.M. Müller (Man), G. Perrault (écrivain), D. Richter (syndicaliste), G. Robert (syndicaliste), D. Roussel (écrivain), L. Schwarz (universitaire), G. Skandran (Femmes pour la paix), F. Schlund (MRJC), P. Vidal-Naquet (historien), H. Weber (universitaire).
- D'autres signatures, de syndicalistes notamment, sont en voie d'être récoltées.
- Nous vous demandons de signer massivement cet appel et de nous faire parvenir les fonds nécessaires (100 francs ou plus par personne) à sa publication dans *le Monde* au moment de la venue de Gorbatchev à Paris, à l'adresse suivante : Initiatives pour le dialogue Est-Ouest, 99, rue des Couronnes, 75020 Paris.
- Chèques à l'ordre de Marc Plöckli.

Une guerre impopulaire

Des manifestations ont eu lieu dans les pays du Caucase et dernièrement dans les pays Baltes contre cette guerre. C'est un événement qui se sait par le bouche à oreille et qui est confirmé d'une certaine manière par le fait que le pouvoir n'envoie plus de jeunes de ces régions-là au front.

Les Soviétiques savent que cette guerre est horrible. Très peu de jeunes désirent être envoyés là-bas ; y en a-t-il même ? Au contraire, on a peur, on fait tout pour éviter d'y aller. Le régime prend des mesures pour cacher l'horreur de cette guerre : les cercueils sont scellés et leur ouverture est interdite ou, mieux, les soldats sont directement enterrés en Afghanistan. Cette guerre n'est pas du

tout populaire ; elle est présentée comme un acte de solidarité internationale, mais cette présentation n'engendre pas l'enthousiasme, même si une frange de la population comprend que si les Russes n'étaient pas en Afghanistan, les Américains y seraient.

Peu importe, personne n'est prêt à se sacrifier pour cela, cette guerre devient de plus en plus une hantise pour le peuple ; même si les Russes pro-gouvernementaux s'en plaignent. Si elle devait continuer encore quelques années, elle deviendrait un facteur majeur de crise interne à l'Union soviétique. Dans le contexte d'une crise sociale maintenue, la continuation de cette guerre minerait le pouvoir Gorbatchev.



SNCF

Une grève pour la dignité

Abroger la circulaire scélérate

Bel exemple d'imbécillité et de saloperie ! Avec l'accord — on s'en doute — de son nouveau P-DG, Philippe Essig, remplaçant Chadeau démissionné après les catastrophes de cet été. Si c'est une provocation, elle reçoit une magistrale claqué en riposte : mardi 1^{er} octobre, la grève de la dignité des agents de conduite est totale. La circulaire imposant de nouveaux contrôles de connaissance aux roulants ne passe pas. Afin de travestir sa politique face à la dégradation des conditions de travail et de sécurité sur les voies, la direction n'a su qu'ajuster ses tirs sur les « lampistes ». Elle veut faire reposer la responsabilité des morts de l'été sur le dos des roulants. Les équipements indispensables sur les voies uniques sont en panne. La grande question des dangers mortels de la conduite à agent seul ne doit pas être posée. L'austérité commande (Voir notre dossier dans *Rouge* du 12 septembre). La direction de la SNCF ment, ouvertement, face au public, aux usagers des transports ferroviaires. Car le contrôle des connaissances des agents de conduite est déjà quotidien et permanent. La boîte noire présente dans chaque motrice est analysée à la suite de chaque parcours, les chefs de traction contrôlent les agents de conduite en les accompagnant une fois par trimestre au cours de leurs déplacements. Le but de la circulaire fatale est donc des plus explicites. La direction tient absolument à ce que les thèses des organisations de cheminots qui soulignent la responsabilité première de la dégradation des conditions de travail dans les accidents de l'été soient étouffées. Elle prévoyait même à cet effet des réunions en cascades du sommet de la hiérarchie aux agents dans les dépôts pour « faire passer le message ». Ignorant au passage la concertation avec les organisations syndicales généralement de mise à la SNCF, lorsque ce type de mesures est pris. La grève générale des agents de conduite doit faire céder la direction. Que cette circulaire scélérate soit abrogée ! Et qu'enfin l'ensemble des problèmes de la sécurité sur les rails soient posés sur la table. De l'équipement des voies à la conduite à agent seul.

Mardi 1^{er} octobre
Michel Morel

Partie de Chambéry dimanche la grève spontanée des agents de conduite était générale mardi. La circulaire scélérate ne passera pas.

Ni une ni deux : les agents de conduite de Chambéry ont « posé la sacchoche » au lendemain de la journée d'action du 27 octobre appelée par la CFDT, la FGAAC (autonome), la CGT, qui ne fut guère une réussite, d'ailleurs. Ils venaient de recevoir à domicile dans la nuit de samedi à dimanche une convocation pour contrôle de leurs connaissances, dès lundi. Devant des ingénieurs et autres agents de la hiérarchie et non sous le contrôle de leurs chefs directs en présence de responsables syndicaux comme c'est l'habitude. Leur refus se généralise comme une trainée de poudre. Grenoble, la région Haute-Savoie, l'Isère et une partie de l'Ain arrêtent le travail. Les grévistes bloquent vite fait les arrivées de TGV à Culloz, là où la voie de la merveille technique de la sécurité pénètre dans leur région.

Les pressions de la direction pour freiner le mouvement firent chou-blanc. Celle-ci propose entre autres aux conducteurs des TGV de les reconduire dans leurs dépôts d'origine en autorails. Les grévistes refusent et organisent eux-mêmes le retour à leurs domiciles de leurs camarades, dont ils venaient de bloquer les trains. Les prises de parole dans les convois TGV bloqués sur les voies permettent d'expliquer aux voyageurs les raisons de la grève. Le message est bien reçu. Lundi, toute la région de Grenoble-Chambéry est en « grève illimitée ».

Les agents des autres catégories de cheminots comprennent très bien le mouvement des agents de conduite.

L'information circule dans les gares et les guichets.

« La circulaire est une punition. » Les organisations syndicales de la région ont déposé avant les accidents de l'été des propositions auprès de la direction SNCF pour améliorer les conditions de travail et de sécurité des agents de conduite. Elles sont restées lettre morte. Hier comme aujourd'hui. De la présence d'un deuxième agent dans les cabines des motrices au renforcement des postes de visiteurs de sécurité sur les convois qui ont beaucoup souffert des suppressions d'emplois systématiques de ces dernières années. Les cheminots ont conscience de la mise en place d'une « sécurité à deux vitesses », explique la CFDT qui s'instaure sous leurs propres yeux. Tout pour le TGV, le reste, c'est-à-dire bien peu de choses, pour les autres voies, les petites en particulier.

« Si un conducteur est mal dans sa peau parce qu'il est fatigué, seul dans son train, il sera aussi mal dans sa peau pour assurer la sécurité », explique un responsable de la CGT. La sécurité dépend des conditions dans lesquelles elle s'applique. Les horaires des roulants, les roulements et les heures de sommeil « en découché », dans les locaux peu accueillants, pour le moins, n'arrangent rien. Les contrôles de connaissance n'y changent rien. Ce sentiment est unanime chez les agents de conduite. Il explique pourquoi le mouvement parti spontanément de Chambéry dimanche avait pris, dès mardi matin, la dimension d'une grève générale des

agents de conduite de la SNCF.

A Sotheville-les-Rouen, le dépôt est l'un des derniers à rejoindre la grève. Les cheminots de la « côte 135 », association mise en place lors de la dernière grève en 1983 des agents de la région contre la conduite à agent seul, avaient multiplié les coups de téléphone « pour réagir » dans la journée de lundi. Mardi matin, la CGT embrayait sur le mouvement. Elle était restée jusque-là passive. Mardi midi, le dépôt était en grève. « C'est très fort, mais pas explosif, c'est même mesuré ». Les agents de conduite savent qu'il pose dans le mouvement des problèmes de fonds, même s'ils « sont réticents à les mettre sur la table », cela fait des années

qu'ils luttent contre leurs conséquences, sans avoir pu les battre en brèche.

Mardi en fin de soirée, la direction de la SNCF louvoie, avec la complicité des directions syndicales : FGAAC en tête. On discutera « les modalités d'application » de la circulaire. Bière présentée par la presse comme une victoire, cet « accord » peut être un moyen de réintroduire les mesures de « contrôle » rejetées par les agents de conduite, plus astucieusement. De sauver la face devant un mouvement de grève sans précédent. A suivre...

Michel Morel et notre
correspondant de
Chambéry,
Michel Ficelle

SANTE-ROUEN Licencier un responsable syndical

La mobilisation contre le licenciement d'Alain Pauvert, contractuel au service informatique de l'hôpital de Rouen (CHU) avait toute raison d'être importante. D'abord parce qu'Alain est secrétaire de la section CFDT du CHU, ensuite parce que ce licenciement vient en prélude à la suppression de 180 postes annoncés par la DDASS. « Des personnels pour la santé », et « Non aux licenciements », voilà les slogans qui avaient accueilli, en juin dernier, une délégation venue inaugurer le nouveau centre informatique.

Le directeur de l'hôpital, le maire Lecanuet, qui préside le conseil d'administration, ainsi qu'un représentant du ministère de la Santé avaient été empêchés de savourer en paix petits fours et champagne. L'intervention des flics et le déversement d'un nuage de gaz lacrymogène sous les fenêtres de l'hôpital des enfants, au mépris de leur santé avaient dispersés les manifestants. Pour que la vengeance soit totale, il fallait licencier un « meneur ».

Ce licenciement antisyndical n'est pas le seul dans la région. Aux Chantiers de Normandie, c'est le secrétaire de la CGT qui a été mis à la porte. A l'hôpital psychiatrique (HP), le directeur réclame 51 millions de centimes à la CGT en dédommagement d'une grève. De nombreux militants attendaient une proposition d'action unitaire. Sans sectarisme, les sections CGT de l'HP et du CHU ont manifesté contre le licenciement d'Alain Pauvert, à l'appel de l'union locale CFDT, seule. Ses dirigeants quittèrent pourtant le cortège à mi-parcours. Sont-ils allergiques aux slogans contre les emplois précaires ou refusent-ils de défendre des militants, qui ne partagent pas l'opinion de Maire ?

SANTE Les manips-radio continuent.

Les 8 000 à 9 000 manipulateurs-radios des services radiologiques des hôpitaux n'ont pas désarmé. La circulaire ministérielle du 31 janvier 1985, supprimant toute forme de compensation aux manipulateurs soumis aux rayonnements, continue de susciter la riposte.

Aux Hospices civils de Lyon, regroupant divers établissements de la ville, c'est la même coordination démocratique, représentative du per-

sonnel des services radio qui repart en grève, avec le ferme espoir d'étendre le mouvement à l'échelon national.

Cette coordination a envoyé des centaines de lettres aux syndicats, aux sections syndicales, au personnel des services radio, dans tous les établissements hospitaliers. Ce travail considérable de la coordination des manipulateurs radio avec la CGT, la CFDT, FO est déterminé par une course contre la montre.

Le 10 octobre sera examiné au Parlement un nouveau statut des personnels hospitaliers, incluant la question des manipulateurs. D'où la recherche par la coordination lyonnaise, véritable boîte postale nationale, d'une journée nationale avant le 10. La coordination est d'autant plus ferme que la réaction des membres des autres services est très positive, comme en témoignent les collectes de solidarité.

Donc la lutte continue, avec l'aspect démocratique exemplaire : assemblée quasi quotidienne, puis réunion des membres de la coordination mandats en Assemblée générale.

SANTE — AP Grève dans une maison de cure

Les cent cinquante agents hospitaliers de la maison de cure médicale de la Pitié-Salpêtrière, destinée au moyen et long séjour, sont en grève depuis quinze jours pour obtenir vingt-cinq embauches supplémentaires. Ce dernier été, le manque de personnel était criant : les malades ne mangeaient parfois qu'une fois sur deux, le changement des lits n'était pas fait, les soins n'étaient pas réguliers, etc.

Le problème pour la direction, lorsqu'elle a reçu une délégation ? Aucun ou presque : le personnel culpabilise ! La réponse au manque d'effectif ? Formation et commission d'enquête !

La grève s'effectue dans l'unité des trois organisations syndicales CGT, CFDT et FO. Elle est aussi soutenue par une association d'usagers qui regroupe les parents et les amis des malades.

Près de trois cents agents du centre hospitalier se sont réunis, jeudi dernier, pour soutenir la lutte de leurs collègues de la maison de cure. Ils ont prévu une journée de grève d'avertissement, avec une manifestation devant le ministère, tant il est vrai que le manque d'effectif concerne tous les agents hospitaliers.

Comment lutter ? Comment gagner ?

Comment lutter, comment gagner sur l'emploi, les salaires et la protection sociale ? A ces questions, les plus importantes, posées à tous les militants ouvriers, peu de réponses finalement émanent du mouvement ouvrier traditionnel.

Côté gouvernement et côté patronat, les attaques s'étaient au grand jour. Tout est visé : l'indemnisation des chômeurs et la Sécurité sociale, le SMIC et la précarité de l'emploi. Et pendant qu'à Renault, le P-DG du gouvernement Fabius, Georges Besse, avance vers ses 21 000 suppressions d'emplois, qu'en est-il des réponses ouvrières à l'austérité ?

Les luttes d'aujourd'hui

Bien entendu, des luttes, il y en a. Mais leur niveau est anormalement bas en regard des attaques. Ces luttes se concentrent la plupart du temps dans les secteurs les plus touchés, comme la navale et la sidérurgie. Là elles sont massives, emportant la majorité du personnel dans

l'action, mais se cantonnent à l'entreprise. C'était bien le cas, cet été, dans le Nord, comme en ce moment à La Ciotat, où à la Normed de Dunkerque.

Cette forme n'est pas exclusive. La grève des roulants SNCF, qui s'est répandue par-dessus les syndicats comme un trainée de poudre, démontre bien la difficulté actuelle de la généralisation des conflits. Partie sur une attaque grossière de la direction SNCF, elle fait réagir un corps de métier, sans que soit naturellement posée la question du pont à établir avec les autres catégories de cheminots. La grève des manipulateurs radios de la santé, qui, elle aussi, connaît une extension nationale avec des formes spectaculaires d'auto-organisation, relève du même problème. Si des possibilités d'extension nationale surgis-



Grève SNCF.

sent, le poids qu'elles peuvent avoir est limité par les frontières catégorielles qu'elles connaissent.

A l'évidence, le syndicalisme ouvrier, dans son ensemble, est largement à côté de la plaque. Habitué à réclamer les miettes de la croissance économique, il tend maintenant à accompagner la crise afin d'en atténuer modestement les effets les plus durs.

Force ouvrière, après avoir utilisé le créneau de l'indépendance, occupe le terrain des négociations sociales, qu'elle présente comme un apaisement nécessaire pour prévenir toute explosion intempestive. La CFDT d'Edmond Maire n'a cessé de signer n'importe quel mauvais coup pourvu que cela hâte la phase actuelle de modernisation industrielle, préalable absolu, selon elle, à toute démarche revendicative. Quant à la CGT, elle s'agite beaucoup. Le 24 octobre est la date retenue par elle seule pour en faire une journée de manifestations et d'actions inter professionnelles sans qu'à aucun moment les objectifs revendicatifs et la suite des actions à la nature imprécise ne soient annoncées.

Lever les obstacles à la mobilisation

Tout militant ouvrier attentif à l'état d'esprit de ses collègues est à même de reconnaître les obstacles à la mobilisation ouvrière.

Le poids des combats non livrés par les syndicats, le retard pris sur le rattrapage des pertes de salaires, l'ampleur des licenciements déjà réalisés et les attaques frap-

pant la Sécurité sociale posent bien des problèmes. Le sentiment naît que, pour gagner sur l'emploi ou sur tout autre sujet d'ampleur nationale, mieux vaut rester à l'échelon de l'entreprise ou dans sa catégorie, tant les obstacles de l'austérité sont lourds à lever.

Ce sentiment est d'autant plus fort que la défiance à l'égard des syndicats ou le désarroi entraînent un réflexe de repli sur l'entreprise. Que ce soit par peur de voir l'action ou le problème dévoyés par des manœuvres d'états-majors confisquant la lutte des travailleurs à des fins d'appareil ou par simple découragement devant l'ampleur des blocages à lever pour généraliser les luttes.

Alors, comment lutter ?

Enfin, la solidarité des travailleurs envers les luttes qui se déroulent est rien moins que spontanée. Populaires pour certaines, regardées avec sympathie sans doute, les luttes qui se déroulent veulent plus faire parler d'elles que rechercher la voie d'une solidarité de masse qui est à rebâtir, tant il est vrai que des coups sont passés dans l'indifférence générale.

Reconnaître ces obstacles n'a qu'une fonction : élucider les tâches pour y faire face.

Il convient d'abord de clarifier les objectifs de l'action. Le mauvais vent de la résignation est entretenu par les organisations syndicales. Elles reculent en ordre dispersé devant l'impératif catégorique que serait la compétitivité, abandonnant au passage, par

autocensure, les revendications et la notion même de besoin ouvrier.

Donc, pour tout syndicaliste unitaire, il s'agit de défendre les revendications, au travers de campagnes syndicales prolongées et de réponses aux attaques immédiates.

L'ampleur du recul des salaires, de l'emploi, de la protection sociale affecte le crédit de ces revendications, pas leur justesse ! Les défendre, les illustrer, c'est fonder la base de départ de la reconstruction du rapport de forces.

Ensuite, à partir de cette plate-forme revendicative, il est nécessaire de définir les moyens de l'action. La perspective de la mobilisation générale est à cet égard, un objectif politique. Dans la situation bloquée où droite et gauche conjuguent au même mode du même temps le mot « austérité », ce sont des luttes condamnées de la classe ouvrière qui peuvent dénouer la situation en sa faveur, et rien d'autre. Définir une plate-forme revendicative à défendre en permanence, c'est exprimer l'actualité de la tâche centrale : réunir les conditions pour une mobilisation d'ensemble et, pour y accéder, établir, dans l'unité, un plan de mobilisation approuvé par les travailleurs.

Est-ce efficace ?

Confrontons ces réponses à ce qui se passe concrètement. La CGT décrète, seule, une journée d'action le 24 octobre, qu'elle présente comme nationale et interprofessionnelle. Quel est son but réel ?

Pour avoir quelque efficacité, le 24 octobre devrait être

une première « protesta » contre la politique d'austérité gouvernementale et patronale. Il devrait donc s'inscrire dans un plan de mobilisation, vers l'objectif que serait le mouvement d'ensemble.

Le 24 octobre devrait être une journée d'apparition des exigences revendicatives, touchant aux questions essentielles que sont l'emploi, les salaires et la protection sociale. Enoncer les objectifs revendicatifs, c'est permettre à ceux qui sont en lutte aujourd'hui, à ceux qui veulent se battre, de se rassembler dans la rue, Français, immigrés, grévistes se battant pour l'emploi ou les salaires.

Le 24 octobre devrait en conséquence être l'occasion de renouer les liens unitaires de la base au sommet, entre syndicats, entre travailleurs de toutes catégories, marchant ensemble au nom des mêmes objectifs revendicatifs.

Est-ce vraiment cela que veut la direction de la CGT ? Est-ce autre chose qu'une simple autoproclamation du syndicalisme se passant de l'avis des masses pour agir, au nom des « nouveaux critères de gestion » ou du « produire français » ? Si tel est le cas, alors, il faut le prouver. Et ce 24 octobre devrait d'emblée être unitaire, revendicatif, se présenter comme une étape dans le chemin de la reconstruction de la mobilisation ouvrière.

Combattre les réflexes du repli individuel, du repli dans l'entreprise, recréer un rapport de forces, poser les jalons d'un mouvement général contrôlé démocratiquement par les travailleurs, telle est la tâche de l'heure, tel est le but de la LCR.

Jean Lantier

SOUSCRIPTION JUSQU'AU 19 NOVEMBRE 1985

Au prix de 70 francs
au lieu de 98 francs

« Et notre drapeau est rouge » (Du Spartakusbund à la IV^e Internationale)

La révolution allemande, la montée et le triomphe du nazisme, la lutte contre le fascisme, l'après-guerre et la division de l'Allemagne : les mémoires d'Oskar Hippe, soixante ans d'histoire du mouvement ouvrier allemand.

Rejoignant le Spartakusbund en 1916, il participe au développement des conseils ouvriers au début des années vingt et traverse la tragédie de la révolution allemande : la trahison de la social-démocratie, la stalinisation du KPD et les débats en son sein, la lutte de l'opposition bolchevique léniniste qui entraîne son exclusion du KPD.

Pourchassé par la réaction, emprisonné par les nazis puis, après la guerre, enfermé dans les geôles de RDA, libéré en 1955, Hippe poursuit son activité militante « à la gauche du SPD ».

Ce livre est à la fois une analyse des événements politiques qui ont marqué en profondeur la classe ouvrière allemande et le témoignage d'un militant dont la vie entière se confond avec la lutte pour le socialisme.

Je souscris pour exemplaire(s) à 70 francs =
Frais de port..... x 9,50 francs par exemplaire =

Total à payer

Je retire ma souscription à la librairie La Brèche (9, rue de Tunis Paris 12^e, m^e Nation)

Je souhaite recevoir ma souscription à l'adresse ci-dessous et je règle donc les frais de port.

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Chèque à l'ordre de PEC à renvoyer à PEC, 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, accompagné du bon ci-dessus lisiblement rempli.

« Rien d'essentiel, du moins dans leur attitude face au chômage grandissant, n'apparaît distinguer la gauche rassembleuse et modernisatrice de la droite démocratique et intelligente. » En proférant ainsi son oracle dans le Monde du 20 août, Edmond Maire a lancé son « bonnet blanc, blanc bonnet » entre Laurent Fabius et Raymond Barre. Depuis, que fait la CFDT ? Elle essaie de négocier des dossiers, « à froid », sans rapport de forces, avec des organisations patronales dont la base, elle, préfère attendre quelques mois l'heure de la « revanche » politique et des plus mauvais coups. Bref, la direction de la confédération occupe le terrain comme le souhaitent, justement, les prétendus « modernistes » de tous bords. Qui peut, dans une telle attitude percevoir une orientation réellement syndicale ? Sa seule chance de ne pas être démentie violemment tient au désarroi profond de nombreux militants devant le bilan de la gauche et à quelques mois des élections, au moment où la CGT « agit » sans aucun souci de l'action de masse unitaire. Un fort sentiment d'impasse marque en effet cette rentrée. Mais des organisations de la CFDT poursuivent leurs efforts pour réorienter le mouvement syndical. Nous en citons pour cette fois deux exemples, tirés d'une brève revue de la presse syndicale. En nous promettant d'y revenir dans les prochaines semaines.

Sylvain Barbier

Hacuitex: « Ne pas céder au fatalisme »

Sous le titre que nous reproduisons, l'éditorial du mensuel de la fédération Hacuitex marque nettement la continuité avec le contre-projet d'orientation déposé pour le congrès confédéral de Bordeaux en juin dernier. En voici quelques extraits.

« Les négociations nationales ne sont qu'un simulacre. Menées sans action préalable, sans rapport de forces, elles étaient vouées à l'échec. Aucune de ces réunions n'était le résultat de demandes et d'aspirations des travailleurs (...) »

« Le gouvernement, lui, obsédé par les échéances de 1986, obnubilé par la sanction économique, se situe sur le terrain de la compétitivité, préconisée par le patronat, s'appuyant sur une régression sociale. Le dernier décret concernant les congés de reconversion est loin de répondre à l'attente des travailleurs. Pourtant, le rôle d'un gouvernement de gauche n'est-il pas d'aller dans le sens de l'intérêt des travailleurs ? »

« Et notre rôle à nous, militants d'entreprise, n'est-il pas d'être vigilants à cette mise en place sauvage des idées patronales ? Accepter aujourd'hui des situations inégalitaires impensables hier, c'est s'engager à subir les exigences du patronat demain. La lutte pour l'emploi passe tout d'abord par la mobilisation des travailleurs dans les entreprises. Il faut nous donner les moyens de contrôler les informations patronales, et surtout nous donner les moyens d'informer les travailleurs sur la réalité de leur entreprise et sur l'impact que peuvent avoir les changements proposés sur leur vie personnelle et sociale. Il nous faut contrôler ce que deviennent les aides de l'Etat dans les entreprises, ont-elles apporté des solutions à l'emploi, ou ont-elles

augmenté les profits ? Les restructurations d'entreprises ne peuvent-elles pas passer d'abord par une réduction du temps de travail et quelle compensation sommes-nous en devoir d'exiger. »

« N'est-ce pas le moment de compter nos forces et se souvenir que seules des actions unitaires, pour lesquelles nous nous retrouverons aux côtés de la CGT, pourront exercer une pression suffisante pour que les négociations comportent des résultats positifs pour les travailleurs et ne deviennent pas seulement des contraintes supplémentaires. L'unité d'action n'est pas une idéologie, mais elle repose sur une pratique et un constat : on ne mobilisera jamais massivement les travailleurs en laissant de côté ceux qui font confiance à la CGT. »



CFDT

Une direction « sans à priori »... et sans objectifs syndicaux

Finances: « Un projet clairement inscrit à gauche »

La fédération des Finances prépare son congrès. Un texte, à plus d'un titre remarquable, est soumis au débat des syndicats. Nous en reproduisons un extrait.

« Ce que l'on peut reprocher à la gauche, ce n'est pas de ne pas avoir surmonté la crise, qui n'est pas qu'une affaire de gouvernement, c'est d'avoir renforcé l'anesthésie du mouvement social qui n'avait déjà pas besoin de cela. C'est d'avoir, par ses pratiques et son mode de gouvernement, contribué à l'affaiblissement des forces représentatives des travailleurs (on l'a vu dans l'affaire de Talbot), d'avoir "instillé" l'idée qu'il suffisait d'être raisonnable et résolument moderne pour surmonter la crise, alors que les vrais problèmes sont ailleurs. »

« Notre fédération n'a pas été complaisante au cours de ces trois ans envers la politique gouvernementale, nous avons même tenté avec force d'attirer l'attention de notre confédération sur les dérives de la deuxième phase de l'action gouvernementale. »

« Nous avons porté ce discours devant les travailleurs de notre milieu qui est, parce qu'au cœur de l'appareil d'Etat, plus sensible que d'autres à la politique des pouvoirs publics. »

« Le lien entre la politique

budgetaire et l'espace de développement de nos revendications est très fort dans la fonction publique d'Etat, plus fort encore au sein de l'administration qui comprend la direction du budget. Cette dimension de notre expression syndicale qui est souvent mal perçue car jugée très "politique" est donc indispensable. Reste à trouver les formes d'expression plus compréhensibles pour les agents et échappant à l'économisme vulgarisateur dont nous n'avons pas toujours su nous délivrer. »

« Cet effort sera nécessaire plus encore à l'approche des échéances électorales de 1986 où nous devons nous exprimer. Ce sera délicat dans un climat de désenchantement et de méfiance mais nous devons cependant motiver clairement notre choix. Le projet de la CFDT s'ins-

crit clairement à gauche. Si nous avons de gros désaccords avec la politique suivie depuis 1981, la politique que mettrait en œuvre la droite est porteuse de risques importants. »

« Nous souhaitons un résultat électoral qui s'oppose à la montée des idéologies revanchardes, qui permette de préserver les acquis et les droits nouveaux assurés aux travailleurs par les gouvernements de gauche. »

« Le reste, s'attaquer à la crise, suppose une autre politique qui aille dans le sens de nos objectifs de transformation. Cela suppose aussi de notre part un effort d'élargissement de notre champ d'intervention syndicale, un effort de réflexion et de confrontation avec les travailleurs, un déploiement de notre capacité syndicale. »

Raymond-la-science: « Réactionnaire, mais raisonnablement »

Chaque jour, avec plus de précision, on peut dessiner les contours de cette politique dont rêvent les Jean-Paul Jacquier¹ du syndicalisme. En deux articles, un proche de Barre s'y est employé.

Raymond Soubie, conseiller social de Raymond Barre, avait, en mai dernier, les honneurs de CFDT-Magazine. Il livrait ses réflexions sur l'avenir du syndicalisme : « Un consensus nouveau apparaît sur l'entreprise et l'utilité du profit (...) Je ne vois pas d'incompatibilité entre le sentiment d'appartenance à une "communauté" d'entreprise et des relations conflictuelles périodiques et inévitables. Nous devons nous habituer à prendre en compte si-

multanément ces deux réalités. »

Saluant les « attitudes courageuses et souvent novatrices de la CFDT », il était lui-même encensé par le mensuel CFDT pour « ses idées originales ». »

Pas une fois, l'organe syndical ne signalait l'appartenance politique de Raymond Soubie... Silence honteux ! Mais aussi volonté de banaliser « la droite et la gauche ». »

Le même Soubie, cependant, a donné plus de pré-

sions sur ses idées originales, dans la revue Droit social de juillet-août. Il s'y inquiète de certaines outrances de la droite, qu'il critique par avance. Citons quelques exemples. La négociation d'entreprise. « Pour certains de ses partisans, il s'agit de revenir (...) à un libre arbitre patronal à peu près complet. »

La critique du « monopole syndical » des cinq organisations nationales représentatives. « S'agit-il de le supprimer purement et simplement pour permettre aux chefs d'entreprise de dialoguer avec des organisations qui seraient des organisations d'entreprise ? »

De même, il attire l'attention sur les difficultés de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour cause économique. « Dans l'état de sureffectifs de beaucoup d'entreprises, remarque R. Soubie, elle entraînerait une croissance importante du chômage (...) »

Devant l'ampleur des conséquences sociales d'une telle mesure, le gouvernement d'après 1986 n'hésiterait-il pas, surtout avec la perspective proche d'une élection présidentielle ? »

Devons-nous croire à une modération sociale de R. Barre et de ses proches ? Que non ! R. Soubie précise en effet son propos : « Le redressement sera long et difficile. Il passerait par une diminution durable et assez douloureuse du pouvoir d'achat, si l'on veut réduire

notre endettement, extérieur, condition essentielle d'une reprise saine de l'activité. » Or, poursuit-il, « les organisations syndicales ne sont pas dans une situation confortable ». »

Aussi, souligne-t-il, « une seule hypothèse paraît paradoxalement de nature à régler temporairement leurs problèmes : qu'un pouvoir issu des élections de 1986 prenne des mesures de réaction antisyndicale telles que les organisations retrouvent une partie de leur base et l'appui de beaucoup de salariés qui ressentiraient cette agression comme injuste et idéologique. »

Bref, explique-t-il, « à élaborer quelque projets expéditifs et à minorer les enjeux sociaux, l'opposition court des risques certains ». Résumons nous donc. La « modération » affichée par l'auteur repose sur une prudence politique : comment faire passer au mieux la politique réactionnaire prévue par R. Barre.

Cela peut-il constituer un terrain de convergence « ni à droite ni à gauche » avec des syndicalistes ouvriers ? La réponse est non, bien évidemment... A moins que la direction de la CFDT, ou son courant actuellement majoritaire n'ose soutenir le contraire !

Bernard Macaire

1. Du nom de ce secrétaire confédéral de la CFDT réélu de très peu au congrès de Bordeaux, pour lequel il est « moderne » de chercher la bonne entente avec le patronat.

La spirale terroriste d'Israël

Engouffré dans l'infamante spirale du terrorisme d'Etat, Israël vient de franchir un nouveau pas et commettre un véritable acte de guerre. Mardi entre quatre et huit chasseurs bombardiers — le détail de l'opération risque de longtemps rester un mystère — ont violé l'espace aérien tunisien puis bombardé le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) réfugiée à Tunis depuis l'opération Paix en Galilée en 1982. Des bombes d'une tonne ont été larguées, une avalanche de missiles air-sol ! Une attaque foudroyante qui n'a laissé derrière elle que décombres et poussières. Des bâtiments de l'OLP, il ne reste rien. Cinquante personnes au moins ont été tuées, une centaine... au moins blessées.

D'emblée, le porte-parole militaire à Tel Aviv a revendiqué la légitimité du raid : Israël devait répondre au « triple crime de Larnaca ». La semaine dernière, trois Israéliens avaient été fusillés à bord de leur bateau par un groupe d'hommes armés. L'action avait été revendiquée par la Force 17 qui rassemble les gardes du corps de la direction de l'OLP. De là à penser que Yasser Arafat ait commandité lui-même l'attentat, il n'y avait qu'un mauvais pas, que Shimon Pérès a aisément franchi, passant ainsi outre les démentis du leader palestinien. La machine s'est alors mise en branle, et la loi du talion revue et corrigée par Tsahal pour devenir « Cent contre un » a été appliquée à la lettre.

Cette riposte disproportionnée intervient au moment où l'OLP et le roi de Jordanie suggèrent, par Etats-Unis interposés, un plan de paix plus que modéré à Israël. Mais, quelles que soient les concessions, les capitulations que Yasser Arafat offre à l'impérialisme et à l'Etat sioniste, ce dernier continue de penser que l'existence même de l'OLP est une menace pour la stabilisation de ses intérêts.

Du coup, Shimon Pérès, fragile Premier ministre d'une coalition d'union nationale, sans cesse en passe de rompre, saisit toutes les occasions de freiner les pourparlers en cours. Dans ce contexte, le raid de Tunis n'est que la caricature de la politique pratiquée par ailleurs dans les territoires occupés. Là, depuis des mois, ratissages et détentions administratives de Palestiniens se multiplient. Les forces de l'ordre laissent impunies les razzias organisées par les colons juifs d'extrême droite. La communauté palestinienne réagit de façon éclatée : attentats isolés, exécutions de colons, etc. Et Israël se saisit de cette violence désespérée pour réaffirmer devant la communauté internationale : « Vous voyez bien qu'il est impossible de négocier avec des terroristes. »

En frappant l'OLP à Tunis, au cœur de l'un de ses sanctuaires, Tel Aviv ne fait que réaffirmer cette politique du pire. Toute concession aux Palestiniens apparaît encore à l'Etat hébreu comme une menace. Déjà en 1982, la même logique avait présidé à l'opération Paix en Galilée. Begin et Sharon avaient réussi à briser l'organisation de Yasser Arafat au moment où celui-ci donnait l'image d'un leader prêt à composer.

Trois ans plus tard, les travaillistes ont beau avoir repris une partie du pouvoir au sein d'un gouvernement d'union nationale, ce fondement même de l'Etat hébreu n'a pas changé. Et lorsqu'on voit Reagan cautionner dans un premier temps l'attaque contre Tunis, on est en droit de craindre qu'Israël, ainsi encouragé, ne poursuive jusqu'au bout sa logique d'anéantissement des Palestiniens.

Flora Chénétier



AFRIQUE DU SUD

Pour une solidarité sans faille

Dix nouveaux morts sont venus s'ajouter, durant le dernier week-end de septembre, à la liste déjà trop longue des victimes de l'apartheid. Un mot d'ordre de grève a été lancé pour le 9 octobre. Plus que jamais, il faut construire un puissant soutien sans sectarisme aux luttes du peuple noir sud-africain.

Instauré depuis plus de deux mois, l'état d'urgence de Botha n'a pas ramené l'ordre raciste dans les zones noires. La répression n'a rien fait de mieux que les mesures et promesses de réformes du régime.

Le gouvernement Botha reçoit de plus en plus de critiques de la part du patronat « éclairé ». Le magnat sud-africain Harry Oppenheimer ne réclame pas moins que le départ du gouvernement et la fin du « vieux système d'apartheid ». Avant sa retraite, Oppenheimer présidait le groupe Anglo-Américain et c'est son successeur, Gavin Relly, qui est allé rencontrer, en Zambie, le plus officiellement du monde, Oliver Tambo, principal dirigeant de l'African National Congress (ANC), mouvement toujours proscrit en Afrique du Sud.

Thatcher, jusque-là opposée comme Reagan à toute sanction, vient de rejoindre ses partenaires de la CEE pour des sanctions limitées.

Les pressions occidentales

A nouveau, la question est posée : quelle est l'efficacité des mesures prises par les Occidentaux ? Pour les secteurs libéraux du patronat sud-africain, il y a là encouragement à poursuivre une politique de réforme, seule capable, dans leur optique, d'empêcher une révolution en Afrique du Sud et d'inciter

les créanciers occidentaux de Pretoria à faire un geste positif vis-à-vis de sa dette extérieure. Quatre-vingt-douze hommes d'affaires sud-africains ont ainsi lancé un appel dans la presse pour que s'accélérent les réformes politiques.

Du point de vue de l'ANC, les pressions occidentales ont l'avantage de se répercuter sur les secteurs du patronat favorables à la négociation avec le mouvement interdit. Lors de la rencontre avec les hommes d'affaires sud-africains, Oliver Tambo a défini un certain nombre d'objectifs économiques de son organisation. Ainsi, s'il réclame la nationalisation des grandes industries — comme le prévoit la Charte de la liberté —, il laisse la porte ouverte à l'initiative privée.

Ces derniers mois, après avoir annoncé l'intensification de ses opérations militaires, incluant des objectifs civils, l'aile militaire de l'ANC n'a pas encore déclenché d'offensive d'ampleur. Dans les townships noirs, la population fait face, avec les moyens du bord, à la police et à l'armée. Les affrontements ne mettent pas aux prises des groupes de guérilleros et l'appareil répressif ou ses alliés, les nervis de Buthelezi, chef du bantoustan Kwazulu.

L'actuel rapport de forces repose entièrement sur la détermination du mouvement de masse, face à un adversaire qui n'a pas encore déployé

tout son arsenal. Botha juge qu'il dispose d'une marge de sécurité et que les masses noires sud-africaines ne sont pas encore prêtes à renverser le régime. Il compte donc sur l'usure du mouvement et espère que l'accumulation des morts, semaine après semaine, démontrera que l'Etat raciste est le plus fort. A l'extérieur il l'affirme à nouveau par un raid militaire contre l'Angola.

C'est dans ce contexte que les mesures occidentales ne font pas l'affaire de Botha.

Pour une solidarité sans sectarisme

A l'évidence, toute intensification de la pression sur Pretoria contrecarre sa politique. C'est donc une question décisive pour le mouvement international et sans doute l'une des campagnes les plus efficaces qu'il puisse mener.

En France, la question de sanctions effectives a pris fortement la couleur du débat de politique intérieure. Oubliant sans doute que, durant les trois années de sa présence au gouvernement, la coopération avec l'apartheid s'est poursuivie, le PCF a enfoncé ce cheval de bataille con-

tre le gouvernement Fabius et derrière lui le PS. Mais le PCF ne se limite pas à cela.

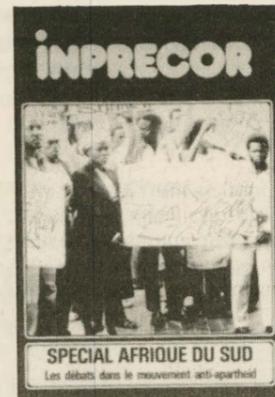
Choisissant le sectarisme le plus virulent, *l'Humanité*, qui avait déjà l'habitude de passer systématiquement sous silence les activités du Mouvement anti-apartheid, pourtant en permanence sur la brèche, ment sciemment, en présentant les associations contrôlées par le PCF (AFASPA et MRAP-Solidarité), comme les seuls partisans de véritables sanctions contre Pretoria.

Déjà, certains souhaitent orienter le soutien du mouvement de solidarité vers le seul ANC, qui ne représente pas, à lui seul, l'ensemble du mouvement des masses noires. A présent, le danger existe de voir en France des opérations de récupération de la solidarité pour des intérêts de boutiques, — et pas seulement par le PCF —, alors même qu'elle doit encore se développer. Le refus de ces opérations et du sectarisme doit largement s'exprimer pour amplifier le soutien que la lutte des masses noires doit trouver en France et dans le monde.

Jean-Jacques Laredo

Le dernier numéro de *Inprecor* contient un dossier spécial de vingt et une pages sur « Les principaux points en débat au sein du mouvement de masse anti-apartheid ». *Inprecor* publie des documents inédits en français émanant des différentes composantes sud-africaines de ce mouvement.

Il s'agit donc là d'un document exceptionnel pour l'information et la discussion pour tous ceux qui participent à la lutte contre l'apartheid.



MAJORITE DU COMITE CENTRAL

Une réponse à la hauteur des enjeux

La démarche d'alternative est au cœur de nos débats. L'heure n'est plus aux réticences boudeuses. Les premières concrétisations sont là qui permettent de juger qu'il ne s'agit pas là d'une lubie, mais que de réelles possibilités existent pour donner corps à l'entreprise. Du coup, les divergences se précipitent.

D'abord avec les camarades de la T BAD. C'est l'approche générale de la situation et de nos tâches qui est en cause. Dans leur dernière tribune, les camarades expliquent que notre objectif devrait être de « faire passer le courant » entre une potentielle majorité de gauche et les travailleurs, au nom de l'exigence commune de battre la droite. Dans ces conditions, il est clair que le problème n'est pas d'affirmer une politique et une force neuves, résolument anti-droites, mais exemptes de tout compromis avec le PS et le PCF... Dans cette vaine recherche du « sursaut » de la gauche, gare aux courts-circuits !

Avec d'autres camarades qui ne partagent pas cette vision des choses, en particulier les huit membres du CC qui opposent un corps d'amendements au projet de thèses de la majorité du CC, il existe un

désaccord d'une autre nature, mais non moins substantiel. Quitte à schématiser, formulons-le de la sorte : *il y aurait incompatibilité entre, d'une part, l'intervention et la construction d'une organisation comme la LCR, et d'autre part, la volonté d'opérer un rassemblement permettant l'affirmation d'une force unitaire anticapitaliste.*

Les camarades de la T3 décrètent qu'il faut renoncer à la LCR telle qu'elle est pour réussir l'alternative. Les camarades regroupés sur des amendements, à l'inverse, préconisent d'abandonner l'alternative pour sauver la LCR. Dilution dans l'alternative d'un côté, repli sur l'organisation de l'autre : ces deux positions, opposées, ont malgré tout ceci de commun qu'elles passent à côté du problème.

Quel est-il, le problème ? Il est de savoir comment répondre à la situation actuelle, aux échéances de la lutte des classes et à la crise du mouvement ouvrier.

On peut prendre toutes les batailles de l'heure, — de l'antiracisme aux luttes sur l'austérité, des débats dans le mouvement ouvrier jusqu'aux initiatives anti-impérialistes, des luttes quotidiennes à l'enjeu de 1986 — à chaque fois, est confirmée la

nécessité d'une organisation armée d'un programme, cohérente dans son intervention, et, en même temps, capable d'impulser l'unité la plus dynamique, sans frilosité ni sectarisme. Une organisation assez confiante en elle-même pour être rassembleuse, et suffisamment trempée dans les processus réels de la lutte des classes pour savoir faire face aux situations.

La LCR a sans doute beaucoup à apprendre, énormément à progresser, mais elle a fait à maintes occasions la preuve de ses capacités à être une telle organisation. Aujourd'hui, elle doit le prouver à nouveau !

N'est-ce pas ce qu'elle fait en engageant la démarche d'alternative ? C'est-à-dire en proposant le rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui comprennent les enjeux de l'heure, sont prêts à agir pour faire évoluer la situation dans le bon sens...

Les camarades de la T3 en voulant une fuite en avant subissent le vertige du saut dans le vide. Qu'ils ne comptent pas sur nous pour les suivre !

Les camarades groupés sur des amendements nous appellent au repli. Ils ont tort ! Nous n'affronterons pas les échéances à venir recroquevillés sur nous-mêmes,

Le VII^e Congrès de la LCR se tiendra les 31 octobre, 1^{er}, 2 et 3 novembre 1985. Les militants et militantes de la LCR sont appelés à débattre de la situation découlant de cinq ans de gouvernement de gauche et des tâches qui en résultent pour les révolutionnaires, tout particulièrement à l'approche des élections de mars 1986. Ces questions, au-delà des militants de notre organisation, intéressent des milliers de travailleurs. C'est pourquoi, n'ayant rien à cacher de nos discussions, nous avons publié dans un numéro spécial de Critique communiste les projets de thèses soumis au vote de notre congrès. C'est pourquoi aussi, nous ouvrons dans ces colonnes une tribune de discussion où s'exprimeront les quatre grandes positions ou tendances qui se sont dégagées au sein du comité central.

mes, mais au contraire en faisant en sorte que notre organisation joue un rôle moteur dans les recompositions en cours. Mais en convainquant autour de nous de la nécessité et de la possibilité d'agir ensemble, pour la défense des intérêts des travailleurs.

Que la voie soit longue et difficile, c'est incontestable. Mais la situation politique est elle-même complexe. C'est en répondant, à tous les niveaux aux problèmes qu'elles posent que nous pouvons le mieux préparer l'avenir.

F. S. (Paris)

TENDANCE TROIS

Alternative : aux actes !

Nous parlons le même langage. Comme la tendance 3, la direction de la LCR parle maintenant d'« alternative ». Elle en parle dans ses thèses pour le congrès. Elle en remplit quasi hebdomadairement les pages de Rouge. Que nous faudrait-il de plus ?

Il faudrait d'abord qu'elle définisse le contenu de l'alternative. Pour les thèses de la majorité, l'alternative est une étape, une « médiation » vers la construction du parti des travailleurs. Elle peut être aussi une plate-forme en dix points, servant de base à la constitution d'une coalition électorale d'un type nouveau à l'occasion des législatives de 1986.

Ces interprétations passent largement à côté de l'enjeu. Car la nécessité de construire une alternative trouve ses racines dans la nature même de la situation économique, sociale et politique. Aujourd'hui, face à une crise économique qui se pérennise, face à la faillite de toutes les politiques de rechange, mises en place par la gauche, les travailleurs ne voient pas

« d'équipe de rechange », mais surtout ils ne distinguent pas ce que pourraient être concrètement les mesures et le programme que devrait appliquer une force alternative.

La crise du mouvement ouvrier n'est pas seulement une crise de direction politique, c'est une crise profonde de sa stratégie. Pour y répondre, il ne suffit pas de publier une série de mesures d'urgence sous forme de brochure de la LCR. Il faut stimuler dans tous les secteurs du mouvement ouvrier et des autres mouvements sociaux un vaste débat sur la politique de rechange.

Cela implique en premier lieu d'élaborer de manière unitaire et ouverte des contre-plans ouvriers dans les différentes branches industrielles (automobile, sidérurgie, navale). Car c'est de cette démarche que peut naître non seulement une perspective politique, mais surtout une perspective qui puisse être crédible aux yeux de larges franges de travailleurs et de jeunes. Il faut que l'élaboration des axes du nouveau programme transitoire donne lieu à un très large débat, pour qu'il puisse

être aussi le creuset de la construction d'une alternative politique.

Ensemble et non côte à côte

Pour que l'alternative ne soit pas un vain mot pour la LCR, il faut aussi que celle-ci s'engage de manière constructive dans les initiatives qui vont dans le sens d'une politique alternative. Par exemple, il est regrettable que la LCR n'ait pas pris sa part dans l'organisation de la « rencontre des pratiques alternatives », qui a regroupé cinq cents militants et responsables politiques et syndicaux en mai dernier. Elle s'est contentée d'une « délégation » spectatrice. De même, la LCR ne participe pas à la préparation des rencontres européennes prévues en janvier prochain et auxquelles participeront notamment les Verts allemands.

Certes, la LCR a un langage unitaire. Mais d'une manière générale, elle est plus soucieuse de sa propre fierté d'organisation que d'exploiter les possibilités de constituer des cadres militants qui soient autre chose que des cartels, y compris au niveau national.

Regrouper les secteurs d'avant-garde,

construire l'alternative, ce n'est pas seulement construire des collectifs unitaires à la base et faire des interpellations au sommet en direction des autres groupes. Il faut faire preuve de plus de modestie et susciter des initiatives.

Par exemple, des états généraux pour l'alternative, dans le prolongement des rencontres de mai dernier ; ou encore un centre d'initiative vers une fédération des courants alternatifs, en travaillant avec la FGA, le PSU, les Verts, les communistes critiques, etc.

Il faut savoir agir sans préalable et sans sectarisme, c'est-à-dire en comprenant quels sont nos acquis (notre programme, notre capacité militante et d'initiative...) pour pouvoir les réinvestir dans des cadres larges. La LCR, dans sa structure organisationnelle, ne doit demander qu'à être dépassée. L'objectif est d'aider à la recomposition et à la structuration d'une force alternative, à la gauche de la gauche, qui soit en prise sur l'ensemble des processus de maturation au sein du mouvement ouvrier et des oppositions syndicales.

F. J. (Paris)

Vivement Adèle Blanc-sec au ministère de la Défense

Comme Cannes pour le cinéma, la BD a son festival à Angoulême, le dernier week-end de janvier. Mais outre ce rendez-vous, les professionnels du neuvième art aiment bien également caresser le poil des fanas, fouineurs fous et autres collectionneurs passionnés de livres anciens... Depuis 1968, la Convention de la bande dessinée parisienne joue ce rôle de « rendez-vous annuel des trappeurs ». Echouée cette année encore à l'espace Austerlitz (en face de la gare du même nom), elle a proposé les 28 et 29 septembre dernier raretés et nouveautés



Dans leur dernier bulletin d'information, les éditions Dupuis annoncent qu'elles n'iront pas à Austerlitz, ne voulant pas « se retrouver parmi les collectionneurs de capsules de bière(...) et autres vieux papiers ». Réflexe aristocratique ou nostalgie de lieux plus confortables? On ne saura pas. Mais c'est vraiment dommage, car en cette rentrée, Dupuis a quelques jeunes auteurs talentueux à faire connaître au public.

Morts au sommet, d'André Benn, est la seconde aventure du privé écossais Mic Mac Adam. Dans un style très proche de Wasterlain, mais avec beaucoup d'humour dans le second degré, Benn pousse ses petits récits « à la Harry Dickson » aux limites du fantastique. Même veine fantastique pour le premier album de Cossu, dessinateur d'Alceister Crowley, où d'étranges plantes incas marquent les pierres et les chairs.

L'Ombre qui tue, de Dodièr est un amusant pastiche policier sur scénario de Le tendre et Makyo et **le Privé d'Hollywood**, le premier album d'une série policière appelée à un succès certain. A partir d'une bonne intrigue signée Rivière et Bocquet (la rivalité entre deux cabots du cinéma fantastique ayant les têtes de Boris Karloff et Bela Lugosi), Berthet fait bien mieux qu'illustrer.

Et puis je m'en voudrais d'oublier le plus bel album historique de l'été, une histoire de samouraï, **le Mon au lotus de sang**, dessinée par

Michetz en 1982, et enfin publiée en album dans la collection Dupuis aventures... C'est superbe!

L'histoire et le fantastique sont deux ingrédients que l'on sait également bien utiliser aux Editions du Lombard. Outre **l'Anneau des Elfings** de Weyland, sixième aventure de la guerrière Aria, **le Croissant et la croix** nous ramène une histoire dessinée par les époux Funcken, sur le mode qui fit la gloire du magazine **Tintin** dans les années cinquante-soixante... En matière de chevalerie et de documentation historique, Fred et Liliane Funcken n'ont plus rien à apprendre et leur album est une mine (romancée) de renseignements sur les huit croisades.

Enfin, **Les Archers**, neuvième aventure de Thorgal. Sous le crayon de Rozinski et la plume de Van Hamme, cette saga de Thorgal Aegirson, est à l'heure actuelle la meilleure série du Lombard.

Chez **Albin Michel**, **le Parfum de la dame rouge** nous ramène le Spirit, savoureux justicier masqué, emprêtré dans les raies d'un filet tissé par la pulpeuse et dangereuse P'Gell, (prononcez Pigalle!)

Et puis, un nouveau duo italien (M. Rotundo et L. Mignacco) pour une histoire policière dure, **Pas de pitié pour le privé**, qui s'inspire sans vergogne et pêle-mêle de **la Moisson rouge** d'Hammett et des films de Corman (**St Valentine's day massacre**) Wenders (Hammett), Po-

lanski (**Chinatown**) et Jewison (**FIST**) (...) mais le cocktail est réussi!

Chez **Futuropolis**, la collection Copyright compte un Popeye de plus; le sixième volume du mangeur d'épépards mène le héros d'Elzie Crisper Segar au pays des Ahuris... Savoureux!

Dans la petite collection « X » (par la taille uniquement!), deuxième tome de **Rats hamburger** de Willem, **l'autre Idiot** de Tripp et deux régals: **la Communion** de Mino de Baru, et **A tes souhaits** de Rochette, d'après une idée déconnante de Tito Topin.

Grange bleue rassemble le travail de scénariste de Dominique Grange, qui après avoir chanté **les Nouveaux partisans** à l'époque héroïque de la Gauche prolétarienne et de la NRP (nouvelle résistance populaire), fut la trop éphémère rédactrice de l'éphémère hebdo **BD**. Illustrées par Bilal, Pichard, Tardi, ses histoires témoignent d'une profonde humanité, sous la noirceur, voire l'amertume du regard (cf. la superbe nouvelle **le Meurtrier de Hung**, illustrée par Tardi...)

Rochette, Tardi... sont

aussi au menu des éditions Casterman en cette rentrée.

Avec **Claudius Vigne touche le fond**, Rochette brosse un hilarant tableau des malheurs de l'écolier Claude Vigne, victime résignée des terribles frères Mandaloni; c'est absolument génial!

Tardi, lui, toujours dans une veine iconoclaste qui fait merveille, nous propose le sixième volume des aventures d'Adèle Blanc-sec **le Noyé à deux têtes**; elle y croise des personnages de plus en plus délirants (il y a même Blake et Mortimer en momies revenant du front!) et s'offre (voir le dessin ci-contre) une savoureuse frayeur qui risque fort de faire hurler les constipés du tricolore, de Marchais à Le Pen, en passant par Hernu et Quilès!

Chez Casterman enfin, un nouveau Régis Franc, **Tonton Marcel, roi de l'opposition**, et **le Sang du flamboyant** de Claude Auclair, inspiré d'une légende antillaise déjà portée à l'écran par F. Migeat. Albon n'échappera pas aux sbires des békés et du gouverneur, mais comme le dit la poésie créole:

... Ika bat à lé taté
ka grôde à ba àmè
la kuri bel é vayà

(« ... il se bat sous la terre - il gronde dans la mer - il court beau et courageux... »)

On dit les **Humanoïdes associés** en difficulté... des albums annoncés seraient bloqués par l'éditeur espagnol, mais il faut bien avouer que les quatre albums parus juste avant les vacances étaient tous indispensables.

Côté humour **le Jeune Albert**, d'Y. Chaland, savoureux pastiche « bruxelland » comme aurait dit Brel, et **Chez Lucien** de Frank Margerin, où le rocker à banane et santiags cafouille à la patinoire et va trembler dans un squatt baba-cool...

Dorianne, de Michel Crespin, poursuit à l'abri des modes une saga post-nucléaire dont la plastique est, d'aventure en aventure, toujours plus étonnante; quant à Moebius « le grand », voici le quatrième tome de **l'Incal**: **Ce qui est en haut**, (puisque le troisième volume avait pour titre **Ce qui est en bas**...) Toujours esotériques, mais pimentées d'humour, les aventures de John Difool continuent de balloter le « détecteur de classe R », dans un maëlstrom éblouissant.

Moebius avait réalisé en 1983 pour Citroën, une superbe histoire, **Sur l'étoile** qui n'avait connu qu'une diffusion hors commerce. Les éditions Aedena viennent de réparer cette injustice, par la réalisation d'un album, qui arrive, précédé d'une édition de luxe (tirage de tête dédiée et numéroté à 750 exemplaires, comprenant un carnet d'esquisses et une petite sérigraphie originale, dans un superbe coffret toilé).

Et Moebius ne devant pas masquer Giraud, il convient de saluer la façon magistrale dont Colin Wilson vient de reprendre le dessin des aventures de jeunesse de Blueberry: **les Démon du Missouri aux éditions Novedi**.

Non seulement le dessin de Wilson ne risque pas d'entraîner une quelconque dégénérescence du cycle wester-nien (à la différence, par exemple du Spirou de Franquin, devenu un ersatz nullissime... mais sa précision graphique est d'une richesse qui en fait déjà un auteur complet et non le simple héritier de Gir.

Michel Laszlo

L'actualité de la semaine dernière nous a amenés à supprimer la page culture et la rubrique télé. Nous prions les lectrices et lecteurs de **Rouge** de bien vouloir nous en excuser.



☆ **Samedi** 22 h 25 (TF 1) « Droit de réponse » consacré aux douanes et aux fraudes. Jacques Médecin viendra-t-il?

☆ **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) **Trois hommes à abattre**, de J. Deray avec A. Delon, D. di Lazaro, P. Dux, M. Auclair. Film sans surprise, taillé comme un costar Renoma

pour Delon. Dommage qu'il n'y ait pas eu un Miller, un Corneau, un Deville pour adapter ce superbe roman de Manchette (**le Petit Bleu de la côte ouest**, Série noire n° 1714); dans les premières lignes du roman, Gerfaut roulait dans la nuit en écoutant « Truckin » par le quintette de Bob Brookmeyer: regarder

les cinq premières minutes du film et vous comprendrez que l'adaptation était irrémédiablement ratée...

22 h 30 (FR 3) **la Vie privée d'Elizabeth et d'Essex**, de M. Curtiz avec Bette Davis et Errol Flynn. Superbe évocation hollywoodienne des amours tumultueuses de la « Reine vierge ». A comparer avec le film homonyme de H. King, passé lors de la « Dernière séance » de septembre.

☆ **Lundi** 15 h 40 (TF 1) **Sabrina**, de B. Wilder avec H. Bogart et A. Hepburn. Un Wilder doux-amer (ce qui

n'est pas coutume!) avec une superbe Audrey Hepburn et un Bogart employé à contre-emploi.

20 h 35 (TF 1) **la Chevauchée sauvage**, de Richard Brooks avec G. Hackman, C. Bergen et J. Coburn. Une course à travers les Etats-Unis draine divers « loosers » et ambitieux. Vision humaniste, mais aussi profondément pessimiste, sur la fin d'une époque. Brooks a signé là son film le plus brechtien.

☆ **Mardi** 20 h 35 (A 2) **la Crime**, de Ph. Labro avec C. Brasseur, G. Lazure. Il ne

suffit pas d'évoquer les affaires de Broglie ou Boulin pour faire œuvre provocatrice. La mise en scène nullarde ne peut rien pour ce scénario brouillon, faussement audacieux. ☆ **Mercredi** 20 h 35 (A 2) **les Prisonnières**, téléfilm de S. Lorenzi et J.L. Lorenzi sur la tour de Constance d'Aigues-Mortes, où les dragons papistes enfermèrent au XVIII^e siècle les femmes protestantes.

XVIII^e siècle les femmes protestantes.

21 h 40 (TF 1) **Vérités interdites**, de Anne Hoang.

L'affaire Bruay-en-Artois, treize ans plus tard...

☆ **Jeudi** 20 h 35 (A 2) **le Jeu de Marié**, de B. Stora, avec R. Berry et B. Fossey. Un premier film attachant et personnel, qui passa sur les écrans parisiens, lors de sa sortie, comme un météore...

☆ **Vendredi** 22 h 55 (A 2) **l'Ombre d'un doute**, d'A. Hitchcock, avec J. Cotten, T. Wright. Un film presque intimiste d'Hitchcock et en tout cas l'un des plus vénéreux, grâce notamment à l'étonnante composition de Joseph Cotten.

Michel Laszlo

Le tour d'Europe de l'égalité



TORTURE A ROUEN

Douze flics inculpés

Douze flics, rien que ça, sont inculpés. Ils avaient fait subir une nuit de sévices et de brimades racistes à cinq jeunes du quartier des Sapins, près de Rouen. Et pourtant, la police n'a pas manqué de soutien, de « Paris-Normandie » du puissant Hersant au préfet. En face, les jeunes, leur association, La banane a mûri, et les organisations antiracistes : ils ont gagné !

□ De notre correspondant

Les lecteurs de *Rouge* se souviennent de la plainte déposée par cinq jeunes du quartier des Sapins au printemps dernier, à la suite de sévices et de brimades racistes subies dans la nuit du 28 février 1985 au commissariat central de Rouen. Grâce au soutien de l'association de jeunes La Banane a mûri, du Collectif unitaire antiraciste et pour l'égalité des droits qui regroupe la quasi-totalité des organisations qui militent sur ce terrain (des Asti à SOS-Racisme en passant par la Ligue des droits de l'homme et le syndicat des avocats de France), aux Sapins, les bouches se sont ouvertes. Et c'est la violence quasi quotidienne de la police contre les jeunes qui a été mise au grand jour.

Pourtant, une véritable campagne de défense de la police, menée en particulier par *Paris-Normandie*, quotidien régional du groupe Hersant, avait suivi le dépôt de la plainte. Taxés de délinquants ou de loubards, calomniés et diffamés presque chaque semaine, les cinq jeunes des Sapins ont eu aussi à redouter les interpellations de la police. Car, quand on est un peu basané, il ne fait pas toujours

bon circuler en mobylette à 22 h 30 dans la ville de Le-canuet. Les syndicats de policiers ne furent pas en reste. C'est tous unis qu'ils ont dénoncé « une campagne tapageuse de discrédit jetée sur la police ».

Les mensonges grossiers de *Paris-Normandie* n'avaient pas empêché le préfet devant la hiérarchie policière du département de saluer « l'équilibre » avec lequel la presse régionale avait rendu compte de l'affaire. Aujourd'hui, après bien des démarches, après une manifestation de soutien fin juin et la diffusion à plusieurs centaines d'exemplaires du dossier réalisé par « la Banane a mûri », la plainte vient d'aboutir. Douze flics, rien que ça sont inculpés.

Cette première victoire est un encouragement à continuer la lutte. En un an, d'urgence, « la Banane a mûri », en lien avec le Collectif unitaire, a fait la preuve de l'efficacité de l'organisation autonome des jeunes dans la lutte contre l'oppression quotidienne dans les ghettos des banlieues.

Etienne Lesaxe

Pour obtenir le dossier réalisé par La banane a mûri, écrire au CLAP, 33, ter rue de Fontenelle, 76 000 Rouen.

La marche du 14 décembre se prépare dès maintenant. L'actualité nous offre tous les jours son lot de crimes racistes, de propos anti-immigrés, de violence banalisée. Dans toutes les villes du « tour de France de l'égalité », les associations anti-racistes, de jeunes Beurs, les organisations immigrées vont tenter ensemble de renverser encore une fois le cours des choses, d'opposer la mobilisation résolue de tous ceux qui ont déjà par trois fois démontré leur force contre le racisme. C'est possible ! C'est urgent ! Faire mieux encore que les deux marches précédentes, construire un rapport de forces durable, tel est l'enjeu de cette troisième marche de l'égalité.

A Lyon, Noredine Mochta est mort à la suite de l'agression sauvage, raciste et revendiquée comme telle, de trois « videurs » d'une boîte de nuit. Pas d'autres raisons que le fanatisme anti-arabe.

A Brixton, banlieue de Londres, qui sert de misérable ghetto aux immigrés, une nouvelle « bavure » policière a mis le feu aux poudres : intervention brutale sous prétexte de rechercher un délinquant dans l'appartement de sa mère, Cherry Groce. Le flic tire et blesse grièvement la jeune femme. Toute la population immigrée va se dresser contre la police durant une nuit entière.

Du « videur » qui se croit habilité à tuer parce qu'il

s'agit d'un Arabe à la police qui a la gâchette facile dès qu'il s'agit d'un Noir, le chemin n'est pas bien grand et le mécanisme le même. Il n'y a pas si longtemps à Rouen, sept flics ont torturé de jeunes Arabes dans un commissariat...

L'appel pour le 14 décembre, lancé à l'initiative de SOS-Racisme, propose « un gigantesque tour d'Europe de l'égalité », du 21 octobre au 14 décembre.

Deux exigences pour cette marche. Rassembler : « des centaines d'associations, de publications, de radios animées par des jeunes issus de l'immigration ou non, des collectifs pour l'égalité des droits,

des comités Stop-racisme ont émergé dans tout le pays », ceux de la « marche des Beurs », de Convergence 84, de Touche pas à mon pote, il faut maintenant « rassembler toutes ces énergies, toutes ces expériences porteuses d'espoir ». Pour l'égalité : le « droit pour chacun de s'exprimer librement, c'est-à-dire de voter », affirme la Charte de l'égalité ; droits élémentaires non acquis en France pour des milliers de travailleurs immigrés pourtant installés depuis des années et qui ont déposé la valise du retour.

« Rendez-vous à tous : 14 décembre, station Paris, direction Espoir ». Quatre colonnes de rouleurs vont donc sillonner la France comme les autres années : la première colonne partira d'Avignon et se rendra dans le sud de la France, le « noyau dur » du racisme où le Front national va déchaîner sa haine dans l'espoir d'y être en 1986 le premier parti, puis remontera par les Alpes, la vallée du Rhône, la Champagne et l'est du pays.

La deuxième colonne partira de Bordeaux, où dans un train, pendant la marche des Beurs, un Algérien fut défenestré par des légionnaires racistes et parcourra le Sud-Ouest, puis la Bretagne,

la Normandie et le nord de la France. Chacune des deux colonnes aura ensuite son parcours circulaire autour de Paris : banlieues proches pour l'une, région centre pour l'autre.

Parallèlement, deux équipes partiront de Rome et de Stockholm pour gagner Paris, via les capitales d'Europe. Le tout s'achèvera par une vaste manifestation à Paris, suivie d'un concert géant au Bourget.

Plus que jamais, il ne faut pas perdre de temps : dans de nombreuses villes, la troisième marche de l'égalité est attendue. Les collectifs unitaires rassemblant toutes les associations doivent tout mettre en œuvre le plus rapidement possible pour multiplier les initiatives de mobilisation locale et régionale, manifestations, rassemblements, débats, sensibilisation et fêtes antiracistes, afin de donner à la troisième marche de l'égalité un caractère de masse, d'unité et assurer le succès du rassemblement national du 14 décembre.

Chacun doit y trouver sa place. L'enjeu doit être clair pour tous. La victoire dépend de ce que chaque association, organisation fera pour assurer le rassemblement de tous et toutes, immigrés de toutes les générations, Français.

Hélène Viken

Manifestation après la mort de Nordine, à Miramas, en avril dernier

